



LE DEVOIR

Les rebelles tchéchènes portent un dur coup à Poutine

Le président Kadirov est tué dans un attentat commis au stade de Grozny

D'APRÈS LIBÉRATION ET REUTERS

Moscou — Le jour, le lieu et la personne: tout concorde pour faire de l'attentat commis hier à Grozny un coup particulièrement cinglant pour la politique tchéchène de Vladimir Poutine. Akhmad Kadirov, 52 ans, le président de la Tchétchénie mis en place par Moscou, a été tué hier, alors qu'il assistait au traditionnel défilé des forces militaires russes pour commémorer la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie.



Akhmad Kadirov

La date est particulièrement symbolique, tant ce défilé du 9 mai tient au cœur des Russes. Mais le plus choquant est que, malgré les énormes déploiements de militaires et de policiers en Tchétchénie, des «terroristes» aient réussi à placer plusieurs explosifs au centre du stade Dynamo de Grozny, la capitale tchéchène, où Akhmad Kadirov assistait à la cérémonie entouré de toute une brochette de dignitaires russes.

VOIR PAGE A 8: REBELLES

L'ENTREVUE

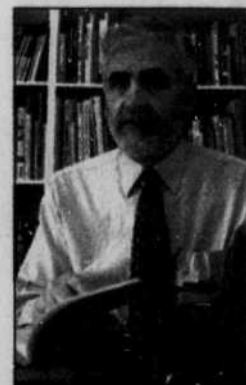
Défusions et illusions démocratiques

Henry Milner voit dans le discours défusionniste une bonne part de mythe

«Retrouver la démocratie de proximité»: tel est l'argument préféré, et peut-être le plus fort, des défusionnistes. Or, c'est en grande partie un mythe, dit Henry Milner, président de la Société québécoise de science politique. Il croit par ailleurs que l'actuel débat peut avoir des vertus démocratiques. Entretien.

ANTOINE ROBITAILLE
LE DEVOIR

La démocratie locale, de proximité, «la possibilité de connaître personnellement les élus», de pouvoir les informer d'un problème, en les croisant dans la rue: combien de fois a-t-on entendu les défusionnistes comme Peter Trent, ancien maire de Westmount et porte-parole de l'Association des élus pour la défusion, user de cet argument pour convaincre leurs concitoyens de l'absolue nécessité de retrouver de «petites villes»? Et, du coup, de refuser la «megacity» bureaucratique, impersonnelle, froide, «où on est tous des numéros». Small is Beautiful, clament-ils. Jamais à court de parallèles percutants, Anthony Housefather, élu défusionniste de Hampstead, a même, dans un débat récent,



PASCAL RATHÉ LE DEVOIR
Henry Milner

comparé la ville de Montréal à un «régime communiste incontrôlable». Trent, lui, a parlé de «ville obèse».

Selon Henry Milner, président de la Société québécoise de science politique, il y a une bonne part de mythe dans ce discours: «C'est une illusion de croire que l'on peut recréer une sorte de village empreint de vie communautaire spontanée, où tout le monde se connaît, dans un contexte urbain comme l'île de Montréal.»

VOIR PAGE A 8: MILNER

INDEX

| | | | |
|-----------------|-----|------------------|-----|
| Annonces | B 5 | Idées | A 7 |
| Avis publics .. | B 4 | Météo | B 5 |
| Convergence .. | B 7 | Monde | A 5 |
| Culture | B 8 | Mots croisés .. | B 5 |
| Décès | B 5 | Religions | B 6 |
| Économie | B 1 | Sports | B 4 |
| Éditorial | A 6 | Télévision | B 6 |

Torture: un premier inculpé est traduit en cour martiale

L'armée américaine semble vouloir jeter les bases légales des autres jugements à venir



NAMIR NOOR-ELDEEN REUTERS

Lecture des journaux, hier, dans un café de Mossoul, au nord de l'Irak. À la une, des photos des prisonniers maltraités à la prison d'Abou Ghraïb.

D'APRÈS L'ASSOCIATED PRESS, REUTERS ET L'AFP

Bagdad — Après les révélations et les excuses publiques à tous les niveaux de la chaîne de commandement américaine, le scandale des sévices infligés à des détenus irakiens de la prison d'Abou Ghraïb a connu hier un nouveau développement avec l'annonce de la prochaine comparution en cour martiale d'un membre de la police militaire.

Jeremy Sivits, militaire de 24 ans originaire de

Hyndman (Pennsylvanie), comparaitra le 19 mai à Bagdad, a précisé l'armée américaine. Il s'agit du premier procès devant un tribunal militaire exceptionnel à la suite des mauvais traitements subis par des prisonniers d'Abou Ghraïb, centre de détention proche de Bagdad.

Il est notamment inculpé de maltraitance, de manquement au devoir de sa fonction, pour ne pas avoir protégé les détenus des sévices infligés, ainsi que de complot en vue d'imposer des mauvais traitements à des subalternes et des prisonniers. Jeremy Sivits fait

partie des sept militaires américains poursuivis au pénal pour avoir infligé sévices et humiliations à Abou Ghraïb. C'est en revanche le premier pour lequel une date de procès a été fixée.

Les responsables américains, à commencer par le président George W. Bush, assurent encore que les exactions commises à Abou Ghraïb ne sont le fait que d'un «petit nombre» de soldats, qui n'ont pas respecté les règlements en vigueur au sein de l'armée.

VOIR PAGE A 8: TORTURE

■ Attentat et accrochages meurtriers à Bagdad, A 5 ■ La chronique de Jean-Claude Leclerc, page B 6

L'architecture se met au vert à Montréal

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

«Nous recyclons. Merci.» La pancarte, décorée des logos de rigueur, clouée sur la porte du bâtiment donne le ton. Les gravats, les matériaux de construction et le terrain accidenté qui entoure les lieux, quant à eux, prouvent que le génie humain est toujours à l'œuvre autour de cette drôle de construction dont l'inauguration officielle est pourtant prévue pour le début du mois de juin. «Mais tout va très vite, rassure le designer urbain Philippe Lupien. Le chantier va être terminé à temps.»

Les clowns doivent d'ailleurs s'en réjouir. Tout comme les trapézistes, dresseurs de puces et tourneurs d'assiettes en hauteur qui, dans quelques semaines à peine, vont pouvoir prendre d'assaut cette structure circulaire sise à l'angle des rues d'Iberville et Jarry, au nord du boulevard Métropolitain. Pour le plus grand plaisir des 840 spectateurs que ce chapiteau de la Cité des arts du cirque doit permettre d'accueillir pour 120 représentations annuelles au programme.

VOIR PAGE A 8: ARCHITECTURE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La structure circulaire du chapiteau de la Cité des arts du cirque. Il s'agit du premier d'une série de projets montréalais conçus selon les principes de la construction responsable.

SANTÉ

Sainte-Justine: 72 000 dossiers médicaux informatisés

■ À lire en page A 3



DU 6 AU 15 MAI 2004

1^{er} FIL festival INTERNATIONAL de La Littérature

UNE PRÉSENTATION DE L'UNION DES ÉCRIVAINES ET DES ÉCRIVAINS QUÉBÉCOIS

La programmation est en ligne...

www.uneq.qc.ca/festival

info-festival 514.277.1010

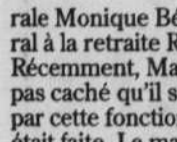
porte-parole: CHRYSTINE BROUILLET

LES ACTUALITÉS

EN BREF

Marc Garneau pourrait succéder à Mme Clarkson

(PC) — L'astronaute Marc Garneau serait le favori du gouvernement Martin pour succéder à Adrienne Clarkson comme gouverneur général du Canada. Selon *La Presse*, le président de l'Agence spatiale canadienne a une longueur d'avance sur deux autres candidats, l'ancienne ministre libérale Monique Bégin et le général à la retraite Roméo Dallaire. Récemment, Marc Garneau n'a pas caché qu'il serait intéressé par cette fonction si l'offre lui était faite. Le mandat de Mme Clarkson se termine dans six mois et, pour respecter l'alternance, le prochain gouverneur général doit être francophone.



Marc Garneau

Calme plat à Kanesatake

(Le Devoir) — Journée calme à Kanesatake, hier, au lendemain de la décision du juge Paul Chevalier d'interdire à trois des 14 Mohawks accusés d'avoir participé au siège du poste de police, en janvier, de retourner sur le territoire pendant la durée des procédures judiciaires. Le juge a estimé que Robert Gabriel (un cousin du grand chef James Gabriel), Bradley Gabriel et François Pinsonneault représentaient toujours une menace à la sécurité des gens. De leur côté, les inculpés autorisés à rentrer chez eux devront respecter certaines conditions, notamment garder la paix et éviter d'entrer en contact avec James Gabriel, toujours en exil. On ignore encore quand les premières patrouilles conjointes composées par la Sûreté du Québec, la GRC et les peacekeepers mohawks commenceront leurs interventions.

Impôts mal utilisés

(PC) — Cinquante pour cent des Canadiens estiment que l'argent de leurs impôts est mal utilisé par le gouvernement fédéral, tandis que 39 % estiment qu'il est dépensé à bon escient, selon un sondage. Les Québécois sont les plus insatisfaits du gouvernement fédéral à ce chapitre, si l'on en croit la consultation menée par la firme Léger Marketing. Cinquante-neuf pour cent des Québécois interrogés estiment qu'Ottawa ne fait pas du bon travail avec l'argent de leurs impôts fédéraux. Le taux d'insatisfaction atteignait 56 % en Alberta, 51 % au Manitoba et en Saskatchewan, 46 % en Ontario, 44 % en Colombie-Britannique et 37 % dans les provinces atlantiques. Le sondage a aussi révélé que 46 % des personnes interrogées croient que leur gouvernement provincial respectif ne fait pas bon usage de l'argent de leurs impôts, tandis que 43 % jugent que cet argent est dépensé adéquatement. Au Québec, la proportion de gens satisfaits n'était que de 35 %. Ce sondage a été effectué auprès de 1511 Canadiens entre le 6 et le 11 avril. Il comporte une marge d'erreur n'excédant pas 2,6 %, 19 fois sur 20.

Pas de prime au rendement pour les cadres de la SGF

(PC) — Québec — La haute direction de la Société générale de financement n'a pas touché un dollar en prime au rendement pour l'année 2003. C'est ce qu'a déclaré au *Soleil* le grand patron de la SGF, Henri A. Roy. Lui-même n'aura droit à aucune prime puisqu'il est président-directeur général par intérim. M. Roy a précisé que les 19 membres de la haute direction auraient droit, en fait, à 282 000 \$ pour 2003, mais seulement si la société d'État atteint la rentabilité en 2004. Ces chiffres contrastent grandement avec le traitement qui était réservé aux cadres de l'entreprise publique jusqu'à récemment. Les nouveaux critères d'évaluation de performance ont divisé par six l'argent versé en primes par rapport à 2002.

Rapport d'enquête

Pour des Jeux « éthiques »

« Si l'exploitation des travailleurs était une discipline olympique, les géants du commerce d'articles de sport ne manqueraient pas d'être bien représentés parmi les médaillés »

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

« *Citius, Altius, Fortius* », dit la devise olympique. Pour eux, c'est sans cesse plus vite, plus fort et plus longtemps. Ce n'est toutefois pas eux qui seront les vedettes des prochains Jeux d'été à Athènes, mais les multinationales qui les exploitent.

Des organismes de défense des droits et des syndicats internationaux profiteront tout de même de l'événement pour dénoncer la logique économique folle dont sont victimes la plupart des travailleurs du vêtement de sport et l'hypocrisie des codes de conduite que se sont donnés les grands fabricants pour y remédier.

« Si l'exploitation des travailleurs était une discipline olympique, les géants du commerce d'articles de sport ne manqueraient pas d'être bien représentés parmi les médaillés, peut-on lire dans un rapport d'enquête de 76 pages cité à l'appui de la campagne « Éthique aux Olympiques ». Alors que l'industrie se targue des codes de conduite qu'elle s'est donnés en la matière, ses pratiques d'affaires exercent sur le marché des pressions telles qu'elles mènent nécessairement à une exploitation des travailleurs. »

Il faut du toupet, disent en effet ses auteurs, à des géants comme Nike, Adidas, Reebok, Fila, Puma, ASICS ou Mizuno, tout autant qu'à leurs clients Footlocker, Decathlon et autre Wal-Mart, pour ne pas reconnaître l'impact désastreux qu'ont leurs demandes répétées à leurs sous-traitants des pays en voie de développement pour des produits sans cesse moins chers, livrés plus vite, en fonction de commandes changeantes.

Conditions de travail

L'enquête réalisée auprès de travailleurs (et de leurs patrons) bulgares, cambodgiens, chinois, indonésiens, thaïlandais et turcs montre



MIKE BLAKE REUTERS

Nike, Adidas, Reebok, Fila, Puma, ASICS ou Mizuno: autant de géants de l'industrie des articles de sport qui font fi de l'impact désastreux de leurs demandes sur les travailleurs des pays en voie de développement.

en effet la « faiblesse abyssale des salaires », les heures de travail « excessivement longues », les règles de travail scandaleuses et les nombreux abus physiques et verbaux dont est victime cette main-d'œuvre principalement féminine et immigrante travaillant dans une industrie dont le marché mondial s'élève à 58 milliards par année.

Il n'est pas rare en effet que l'on doive y travailler 16 ou 18 heures par jour, sept jours sur sept en période de forte demande. Le refus de faire des heures supplémentaires est passible de congédiement. Généralement payés à la pièce en fonction d'objectifs irréalistes, les travailleurs profitent de ces occasions pour porter leurs revenus à une cinquantaine de dollars par mois afin compenser les 12 \$ qu'ils gagnent en périodes creuses. Plusieurs ont le statut d'employés temporaires ce qui les rend plus dociles et les garde loin des syndicats. « Souvent, ceux qui ont des enfants ne les voient jamais », a confié une travailleuse indonésienne aux enquê-

teurs engagés par OXFAM, le regroupement syndical Global Unions et la campagne internationale « Vêtements propres ».

Codes d'éthique inefficaces

Déjà montrées du doigt par le passé et très soucieuses de leur image de marque, plusieurs grandes compagnies ont adopté des codes d'éthique visant à prévenir ce genre de situation. Ces promesses se sont toutefois avérées jusqu'à présent largement inefficaces, soit parce qu'elles ne s'accompagnent d'aucune réelle mesure de contrôle, soit parce que les sous-traitants n'ont aucun mal à tenir de faux rapports d'activité et à obliger leurs employés à mentir aux rares inspecteurs qui se présentent chez eux.

« Lorsque des employeurs se montrent disposés à améliorer leurs conditions de travail, remarque-t-on, ils comprennent rapidement que, dans la mesure où qu'ils évitent les pires abus — comme d'embaucher

des enfants ou de recourir au travail forcé —, leur priorité doit être de répondre aux exigences de rapidité, de coût et de qualité de leurs clients. » Ils voient bien, en effet, que quelle que soit la qualité de l'environnement de travail qu'ils offrent à leurs employés, leurs clients les abandonneront dès qu'un concurrent offrira « une différence de prix de 5 ou 10 cents l'unité ». « Le respect des principes devrait aller dans les deux sens », déclare un sous-traitant de la compagnie Nike au Sri Lanka.

Ce genre de pratique n'est pas l'apanage des grandes entreprises privées, remarque-t-on. On a beaucoup parlé du code de conduite que s'est donné la Fédération internationale de Football Association (FIFA) à la suite de la nouvelle que ses ballons étaient fabriqués par des enfants pakistanais. On attend cependant toujours son application.

Le Comité olympique international quant à lui a promis de se prononcer sur la question dans les prochains jours. On sait toutefois qu'en octobre dernier les employés d'une manufacture chinoise, dont certaines étaient enceintes, travaillaient 17 heures par jours, six jours sur sept, pour un salaire inférieur à 38 \$ par mois afin de livrer à temps des uniformes arborant les cinq couronnes entrelacées.

D'autres n'ont pas attendu pour donner leur appui à la campagne « Éthique aux Olympiques ». Ce fut le cas du Parlement européen, il y a deux semaines. Ce fut le cas aussi des comités olympiques nationaux d'Autriche, de Belgique et des Pays-Bas, tout comme de champions sportifs comme l'ancien coureur cycliste espagnol Miguel Indurain, ou la fondeuse canadienne Beckie Scott.

Des compagnies comme Nike, Reebok, Puma et Adidas se sont engagées à faire un effort supplémentaire en appelant à une meilleure coopération au sein de l'industrie, ainsi qu'avec les différents acteurs sociaux et gouvernementaux.

72^e
congrès de l'ACFAS
La société des savoirs
DU 10 AU 14 MAI 2004
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

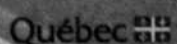
Association francophone
pour le savoir
Acfas

COLLOQUE : Savoirs et expériences partagés : RÉFLEXION SUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLÔMÉS DES CYCLES SUPÉRIEURS

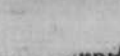
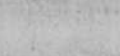
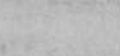
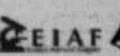
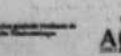
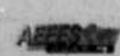
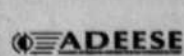
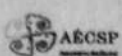
Mardi 11 mai 2004 à partir de 8 h 30

Organisateur : Conseil national des cycles supérieurs
(CNCS-FEUQ)

Organismes partenaires :

Conseil de recherches en
sciences humaines et socialesSocial Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Canada



LE DEVOIR

POLITIQUE

La santé au bout du clavier :
Sainte-Justine brise la glace

72 000 dossiers médicaux sont totalement informatisés, dont 4000 sont déjà partagés avec des hôpitaux et des cliniques pédiatriques

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Tout le monde en parle, mais personne ne le fait. Le dossier-patient informatisé, un incontournable du système de santé de demain, est encore une utopie. Mais plus à l'hôpital Sainte-Justine, où quelque 72 000 dossiers médicaux sont totalement informatisés et 4000 déjà partagés avec les hôpitaux et les médecins de cinq cliniques pédiatriques de Laval et de la Rive-Nord.

Pour la secrétaire du Dr Pascale Hamel, pédiatre à la Clinique Val des Arbres de Pont-Viau à Laval, plus question de poireauter au bout de la ligne pour obtenir des résultats de tests de laboratoire des patients qui ont été soignés à Sainte-Justine.

De son bureau, le Dr Hamel peut désormais consulter à l'écran, après avoir tapé sur son clavier un code d'accès, le bilan sanguin complet de ses petits patients, analyser la dernière radiographie réalisée à Sainte-Justine, ou même obtenir le résumé détaillé de la chirurgie subie il y a quelques jours à la Cité de la Santé.

«Avant, on pouvait attendre un mois avant d'avoir des résultats et devoir reporter les rendez-vous de nos patients si les résultats tardaient à entrer», explique le Dr Hamel.

Sa secrétaire, elle, est ravie. C'était presque deux heures par jour qui étaient englouties dans l'improductive et lancinante attente au bout du fil, pour rapatrier par téléphone les résultats de tests des patients du Dr Hamel. À défaut de se plier à cet exercice de patience, c'étaient plusieurs semaines qu'il fallait compter pour obtenir les résultats par la poste.

Pour l'instant, ce sont les dossiers-patients de quelque 4000 enfants de la région de Laval et de Saint-Eustache qui sont accessibles aux médecins des hôpitaux régionaux, ainsi qu'à ceux de cinq cliniques privées de la région. Au cours de l'hiver, Sainte-Justine a recueilli les consentements écrits des parents, qui ont donné leur feu vert pour permettre aux dossiers de leurs enfants de circuler dans ce nouveau circuit informatique.

«Nous sommes pour l'instant reliés à cinq cliniques privées pédiatriques où le pédiatre peut consulter directement à l'écran le dossier-patient d'un enfant et avoir accès, notamment, aux résultats de tests et aux résumés de dossier», explique le Dr Lucie Poitras, directrice des services professionnels à l'hôpital Sainte-Justine.

Budget oblige, ce partage de dossiers-patients, appelé projet Arc-en-ciel, est limité à 4000 patients, mais Sainte-Justine souhaite un jour pouvoir «partager» avec d'autres hôpitaux et cliniques la totalité des 72 000 dossiers médicaux d'enfants que possède l'hôpital fondé par Justine Lacoste-Beaubien.

Le dossier au bout du clavier

En plus des résultats détaillés de laboratoire, ces médecins de cliniques privées ont un accès direct



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Au cours de l'hiver, l'hôpital Sainte-Justine a recueilli les consentements écrits des parents, qui ont donné leur feu vert pour permettre aux dossiers de leurs enfants de circuler dans le nouveau circuit informatique mis en place par l'hôpital.

aux images numérisées des radiographies faites à Sainte-Justine, au sommaire des visites effectuées en cliniques externes, ainsi qu'aux notes rédigées par le médecin traitant lors d'une hospitalisation. Exit, donc, l'interrogatoire pour tirer les vers du nez des parents et deviner ce que le spécialiste a observé chez l'enfant lors de sa dernière visite à l'urgence.

Sur ce dossier informatisé, toutes les informations essentielles figurent. Ne manquent plus que les notes inscrites au dossier de l'enfant par les infirmières, affirme le Dr Poitras, qui travaille sur le projet Arc-en-ciel depuis 2001.

«On ne peut prétendre être un réseau Mère-Enfant et desservir les hôpitaux d'autres régions s'il n'y a pas de transfert d'informations entre nous. Car, sans informations, on ne peut assurer de suivi efficace des enfants», soutient le Dr Poitras.

Dans un avenir proche, Sainte-Justine souhaite suivre l'exemple de l'Hôpital pour enfants malades de Toronto, où un réseau informatique permet déjà l'échange des dossiers-patients du Sick Children avec 28 hôpitaux ontariens.

«Les enfants de notre région fréquentent plusieurs hôpitaux et plusieurs actes sont effectués sans que le médecin traitant le sache. Plusieurs patients nous sont envoyés après une visite à l'urgence de Sainte-Justine ou de la Cité de la Santé. Maintenant, on n'a plus qu'à consulter le dossier-patient pour savoir ce qui a été fait et les tests demandés», explique le Dr Pascale Hamel, omnipraticienne à la Clinique pédiatrique Val des Arbres, située à Pont-Viau, à Laval.

Selon ce médecin, les enfants atteints de maladies chroniques, qui fréquentent souvent Sainte-Justine, seront les grands gagnants de cette petite

révolution informatique. «Non seulement ça nous évite de répéter des tests — ce qui est parfois très traumatisant pour un enfant —, mais nos patients vont obtenir un suivi beaucoup plus rapide. On peut aujourd'hui avoir le portrait complet de leur état de santé avant qu'ils n'arrivent à notre bureau!», affirme le Dr Hamel.

Si, pour l'heure, l'impact le plus important se fait sentir sur le fonctionnement des médecins des cliniques privées, on s'attend à ce que les dossiers partageables limitent les demandes de consultation à Sainte-Justine, allégeant d'autant la tâche de cet hôpital déjà mobilisé par plus de 200 000 visites par année à son urgence.

Au moment où le réseau de la santé tout entier espère une informatisation devenue plus que nécessaire, le projet est surveillé de près par le ministère de la Santé, qui prévoit étendre l'idée d'un dossier-patient à toutes les régions du Québec, dans la foulée de la création prochaine des réseaux locaux de services de santé.

Jusqu'ici financé par Québec, le projet Arc-en-ciel sollicite aujourd'hui la faveur d'Inforoute Santé du Canada, qui prévoit distribuer plus de 1,2 milliard de dollars aux provinces pour favoriser l'informatisation des soins de santé.

A ceux qui craignent ce feu vert à la circulation d'informations personnelles entre établissements, Sylvie Talbot, coordonnatrice du projet Arc-en-ciel à Sainte-Justine, rétorque que les parents en sont les premiers ravis. «Les parents nous demandent même pourquoi on n'a pas fait cela avant! Et les médecins, eux, peuvent apprendre à utiliser ce système en 15 minutes.»



Chantal Hébert

Le joker ontarien,
l'as québécois

Si il y a un joker dans les cartes de la prochaine campagne électorale fédérale, c'est l'Ontario. Depuis 1993, la province voisine a mis tous ses œufs dans le panier libéral, assurant du même coup les trois majorités successives de Jean Chrétien. Même si la loi de la gravité politique ne rendait pas la probabilité de répéter cet exploit de plus en plus faible d'une campagne à l'autre, il y aurait beaucoup d'autres raisons de douter de la capacité de Paul Martin à conserver intacte la mise libérale en Ontario aux élections du mois prochain.

La réunification de la famille conservatrice et l'arrivée d'un chef ontarien à la tête du NPD ont changé la donne en Ontario. Avec une mauvaise campagne et un chef peu performant, les conservateurs ont quand même fait élire 24 députés à Queen's Park l'automne dernier. Aujourd'hui, ces circonscriptions sont dans la mire de Stephen Harper. Leurs députés ont mis leur machine au service du nouveau chef fédéral. En retour, ce dernier est en voie de produire un programme à saveur plus ontarienne qu'albertaine, fort en conservatisme fiscal et faible en conservatisme social.

Sous Jack Layton, le visibilité du NPD a considérablement augmenté. L'ancien échevin municipal et sa collègue et conjointe Olivia Chow vont tous les deux briguer les suffrages au centre-ville de Toronto. L'ancien chef néo-démocrate Ed Broadbent part gagnant dans la circonscription d'Ottawa-Centre. Dans les secteurs syndiqués du sud de l'Ontario, en particulier à Hamilton, le sort infligé par Paul Martin à Sheila Copps pourrait faciliter la tâche au NPD. Pour compliquer encore les choses pour les libéraux, une hausse généralisée des appuis néo-démocrates à leurs dépens aurait comme principal effet secondaire de faire basculer une série de circonscriptions ontariennes dans le camp conservateur.

Encore plus que les Québécois, les Ontariens n'ont pas eu historiquement tendance à appuyer le même parti à Queen's Park et à Ottawa. L'arrivée au pouvoir de Brian Mulroney en 1984 avait été suivie par la fin d'un bail de 40 ans des bleus à Queen's Park l'année suivante. Ces derniers avaient repris le chemin du pouvoir seulement dans la foulée de la première victoire de Jean Chrétien. Le gouvernement libéral de Dalton McGuinty va justement se rappeler au souvenir de l'électorat ontarien, la semaine prochaine, avec le dépôt d'un budget d'austérité qui fait faire la grimace par anticipation à ses cousins fédéraux.

Jusqu'à présent, ni l'affaire des commandites ni le flou artistique du programme du gouvernement Martin n'ont apparemment eu l'heur d'ébranler la mainmise libérale sur la province. Avec les Maritimes, l'Ontario est la région où l'avance libérale est la plus confortable à l'avant-veille du déclenchement d'une campagne. Mais au fil du temps, l'Ontario s'est taillé une réputation de mauvaise coucheuse électorale. Au cours des vingt dernières années, les partis provinciaux qui bénéficiaient le plus de la faveur des électeurs en début de campagne ont la plupart du temps abouti dans l'opposition.

Sachant qu'ils ont tout à perdre et rien à gagner dans leur province, les stratèges ontariens de M. Martin ont poussé très fort pour le déclenchement d'une campagne dès ce printemps. La crainte de voir le gouvernement McGuinty rejoindre rapidement les libéraux de la Colombie-Britannique et du Québec dans la course aux records d'impopularité a joué pour beaucoup, et la notion que Stephen Harper risquait de gagner à être connu par les Ontariens encore plus. C'est essentiellement pour consommation ontarienne que les faiseurs d'images libéraux s'acharnent à noircir celle du nouveau chef conservateur.

En Ontario, les libéraux ne sont pas les seuls à jouer gros jeu. La résurrection du NPD et son avenir comme force conséquente sur l'échiquier canadien passent obligatoirement par une meilleure performance en Ontario. C'est également sur ce terrain que va se jouer l'avenir politique de Stephen Harper. Il devra faire ses preuves de façon éclatante ou risquer d'être forcé de s'éclipser pour laisser la chance à un autre la fois suivante. Pour les Layton, Harper et Martin, une mauvaise performance ontarienne pourrait signifier que leur première campagne électorale comme chefs serait également leur dernière.

Or personne ne peut jurer de l'humeur réelle de l'Ontario à la veille de la campagne. Vérification faite à l'occasion d'un séjour à Toronto la semaine dernière, il y règne un malaise envers le nouveau premier ministre, et ce, jusque dans les cercles libéraux. Cela ne tient pas tant à l'affaire des commandites qu'à l'ensemble de l'œuvre de M. Martin ou plutôt à la mineur de cette dite œuvre depuis qu'il est en poste. Peut-être parce qu'ils ont le sentiment d'avoir plus de choix de d'habitude, ou de risquer moins en allant voir ailleurs, ou peut-être par simple lassitude, toujours est-il que bon nombre d'Ontariens se questionnent sur la pertinence de reconduire les libéraux au pouvoir pour une quatrième fois.

Tout cela alors que le vent semble tourner au Québec. Dans la foulée d'un sondage *Crop-La Presse* qui montrait que l'écart entre le Bloc québécois et le PLC rapetissait à vue d'œil, la plus récente enquête d'Ipsos-Reid plaçait les deux partis à égalité à la fin de la semaine dernière. Ce n'est pas par hasard qu'on va beaucoup voir M. Martin au Québec d'ici au déclenchement officiel de la campagne autour du 20 mai. Dans l'état ambigu de l'humeur ontarienne, il aurait plus que jamais besoin d'un as québécois pour contrer un éventuel joker ontarien le 28 juin prochain.

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique pour le Toronto Star.

Élections fédérales

Les partis marginaux
semblent avoir disparu
de la scène politiqueDAN DUGAS
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le déclin des partis marginaux rend la scène politique canadienne de plus en plus terne, avec les adeptes du vol yogique qui n'ont jamais vraiment «décollé» et le Parti rhinocéros désormais en hibernation.

Mais des observateurs estiment que le farfêlu n'a pas disparu du politique, au contraire.

«Il y a beaucoup d'humour dans ce que les grands partis affirment», soutient Charlie McKenzie, ancien chef du Parti rhinocéros.

Les Rhinocéros ne sont plus en lice, puisqu'ils considèrent que les 1000 \$ de dépôt exigés pour chaque candidat par Elections Canada correspondent à une tarification de la démocratie.

Certains partis sont toutefois hors jeu pour d'autres raisons. Par exemple, il n'y aura pas de candidats du Parti de la loi naturelle qui voleront de porte en porte aux prochaines élections pour séduire les électeurs. L'agent officiel, Maxim Newby, a précisé que sa formation ferait les livres à cause du désintérêt de la population envers la politique.

Aux dernières élections, en 2000, à peine 16 577 électeurs ont cru au projet du chef du Parti de la loi naturelle d'organiser de grands rassemblements de citoyens en lévitation pour générer de l'énergie positive et ainsi éradiquer le crime ou effacer la dette.

M. Newby dit que son parti était habitué à la moquerie: «Les gens rient partout dans le monde, il n'y a rien qu'on puisse faire contre cela.»

Par ailleurs, le Parti «Absolutely Ab-

surd» est aussi mort de sa belle mort. Son porte-parole a estimé que la politique canadienne était déjà suffisamment absurde.

Mais selon l'ancien chef du Parti rhinocéros, l'électorat cherche une autre voie. «Tous les jeunes que je rencontre dans la rue me disent qu'ils veulent du changement.»

Un humoriste
chez Paul Martin

Le premier ministre Paul Martin a d'ailleurs embauché en janvier un ancien humoriste, Scott Feschuk. Mais M. McKenzie a bien hâte de le voir enfin travailler. Il a suggéré à M. Martin de mettre davantage en évidence les aspects positifs des politiques libérales, notamment que son parti «distribue des formulaires de déclaration de revenus gratuits...»

Actuellement, neuf partis sont inscrits, entre autres le Parti vert, le Parti marijuana et deux groupuscules communistes distincts.

Selon des observateurs, il y a encore de la place pour les partis marginaux, pour véhiculer le vote de protestation ou des convictions sincères.

Par exemple, le Parti marijuana a reçu 66 258 votes aux dernières élections. Le Parti vert a obtenu 10 % d'intentions de vote en Colombie-Britannique dans un récent sondage Ipsos Reid.

«C'est plus que le résultat du Nouveau Parti démocratique au Québec, cela démontre que de tels partis pourraient avoir une certaine influence dans certaines régions du pays», a analysé le président d'Ipsos, Darrell Bricker.

Les verts ont eu 104 000 votes au scrutin de 2000, tandis que les communistes, toutes formations confondues, ont recueilli 21 000 voix.

Andrée JOLICŒUR
Luce SABOURIN

Trousse de dépannage en lecture
LES TEXTES
Boîtier 7

Préscolaire et
1^{er} cycle du primaire.
Boîtier 7 — 70 \$

En vente dans toutes les librairies

Destinations

25^{ème} anniversaire
1979-2004

Une nuit gratuite!!

Lorsque séjournez à L'Eau à la Bouche pour un séjour de deux nuits consécutives dont une nuit avec repas (souper et petit déjeuner) au tarif régulier, nous vous offrons l'hébergement de la 3^e nuit gratuitement.

RELAYS & CHATEAUX
L'EAU À LA BOUCHE
HÔTEL-RESTAURANT

www.leualabouche.com Ste-Adèle 450.229.2991

Selon disponibilité. Valable jusqu'à la fin de l'année 2004. Non transférable et non négociable.

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Jean de Billy au (514) 985-3456 ou à jdebilly@ledevoir.com

• LES ACTUALITÉS •

Poursuites contre Conrad Black

David Radler réfute à son tour les allégations de Hollinger International

PRESSE CANADIENNE

Vancouver — Le plus proche associé de Conrad Black, David Radler, a réfuté à son tour les allégations de la société que les deux hommes ont bâtie, et prévenu qu'il s'opposera à la réclamation augmentée de Hollinger International.

Cette réclamation est «sans fondement» et sera vigoureusement contestée, a fait savoir David Radler dans un communiqué publié hier à Vancouver.

Vendredi, Hollinger International a fait savoir qu'une nouvelle réclamation déposée devant une cour de Chicago, où se trouve le siège social du groupe de presse, porte à 484,5 millions de dollars américains les sommes réclamées, dont 380,6 millions en dommages et 103,9 millions en intérêts antérieurs au jugement.

L'entreprise allègue que les défendeurs ont commis des manœuvres frauduleuses et demandé que le montant des dommages soit triplé, comme le prévoit la loi américaine sur la fraude et la corruption.

En incluant les frais juridiques, le montant total de la réclamation atteint ainsi 1,25 milliard.

Hollinger International accuse notamment M. Black et ses associés de s'être appropriés de façon frauduleuse des fonds appartenant à l'entreprise ainsi que d'avoir transféré certains journaux appartenant au groupe de

presse à des prix inférieurs à leur valeur réelle.

«Curieuses omissions»

Mais selon M. Radler, la réclamation de Hollinger contient de «curieuses omissions». La réclamation reconnaît que plusieurs des accusations contre M. Radler ont trait de transactions qui ont été approuvées par le conseil de Hollinger, mais «ne parvient à impliquer le conseil dans aucune des manœuvres frauduleuses alléguées», mentionne-t-il dans son communiqué.

Vendredi, Conrad Black avait publiquement répliqué à la dernière initiative de la société, la qualification de «journalisme de tabloïd sous des dehors légaux».

Initialement, Hollinger International, qui possède entre autres le *London Telegraph*, le *Chicago Sun-Times* et le *Jerusalem Post*, accusait M. Black et d'autres dirigeants d'avoir reçu des paiements non autorisés de 32 millions de dollars américains de la compagnie.

Depuis, une véritable lutte de pouvoir s'est amorcée au sein de Hollinger International, détenue à 70 % par Hollinger inc., un conglomérat torontois que contrôle M. Black. Ce dernier a dû démissionner de son poste de pdg de la compagnie en novembre, et de celui de président du conseil en janvier. M. Radler a également quitté ses fonctions au sein de la compagnie, et de multiples poursuites ont été déposées devant les tribunaux.

Élection présidentielle très disputée aujourd'hui aux Philippines

La présidente sortante Gloria Macapagal Arroyo est opposée à quatre autres candidats

TINI TRAN ASSOCIATED PRESS

Manille, Philippines — Élection présidentielle très disputée aujourd'hui aux Philippines: la présidente sortante Gloria Macapagal Arroyo est opposée à quatre autres candidats, dont le principal, Fernando Poe Jr., est un acteur de films d'action, sans expérience politique mais immensément populaire dans ce pays très pauvre, où quatre habitants sur 10 vivent avec moins d'un dollar par jour.

Quelque 43 millions d'électeurs sont appelés à désigner leur président mais aussi leur vice-président, les membres de la Chambre des représentants, la moitié des 24 sièges du Sénat et environ 17 000 postes municipaux.

Ce scrutin s'est résumé à un affrontement entre Mme Arroyo, 57 ans, arrivée au pouvoir en janvier 2001 après l'éviction du pouvoir de son prédécesseur Joseph Estrada, et M. Poe, dit «FPJ» ou encore «Da King», 64 ans, véritable pilier de l'industrie cinématographique philippine avec 250 rôles dans des films de série B et cinq récompenses de meilleur acteur dans son pays.

Selon les derniers sondages, Mme Arroyo, qui bénéficie en tant que présidente sortante d'une formidable machine politique, devance M. Poe dans les intentions de vote, mais les enquêtes d'opinion montrent aussi qu'une grande partie des électeurs n'ont pas encore arrêté leur choix.

Les trois autres candidats sont le sénateur Panfilo Lacson, ancien chef de la police nationale, Eddie Villanueva, un évangéliste chrétien, et Raul Roco, ancien secrétaire à l'Éducation. Le président est élu pour un mandat de six ans.



La présidente sortante, Gloria Macapagal Arroyo, serre la main de son principal adversaire à la présidentielle d'aujourd'hui, l'acteur Fernando Poe Jr., au cours d'un service religieux célébré hier à Manille.

Réduire la pauvreté

Les cinq aspirants à la présidence se sont tous engagés à réduire la pauvreté rampante dont souffre ce pays de 84 millions d'habitants et à combattre la corruption, la criminalité et le terrorisme. La présidente sortante, professeur d'économie formée aux États-Unis, s'est aliéné l'aile gauche de ses partisans en se présentant comme l'un des alliés les plus sûrs de Washington en Asie et en affichant un soutien indéfectible à la guerre menée par les Américains en Irak.

Mme Arroyo, qui avait été élue vice-présidente lors des élections de 1998, avait été propulsée à la tête de l'État en janvier 2001 lorsque le président en titre, Joseph Estrada, accusé de corruption massive, avait été contraint de quitter le pouvoir à la suite de manifestations populaires. Son principal adversaire, Fernando Poe Jr., a abandonné les études au stade du lycée et ne jouit d'aucune expérience politique, ce qui ne manque pas d'inquiéter les milieux d'affaires alors que ses partisans considèrent cette inexpérience

comme un avantage dans une classe politique parfois perçue comme corrompue. L'opposition l'a choisi comme candidat surtout en raison de sa grande popularité. Il s'est engagé, s'il est élu, à être un dirigeant indépendant et à se servir de sa célébrité pour rétablir la confiance de la population.

Pour ce scrutin, les 114 000 membres des forces armées et un nombre équivalent de policiers ont été placés en état d'alerte par crainte d'un possible attentat de la rébellion musulmane.

Le projet pour décriminaliser la marijuana s'envole en fumée

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le déclenchement des prochaines élections fédérales fera mourir au feuillet le projet de loi sur la décriminalisation de la marijuana, passant à la trappe une partie de l'héritage législatif de Jean Chrétien, et continuant d'exposer les fumeurs d'herbe à de possibles peines de prison, ont indiqué au *Globe and Mail* des sources au sein du gouvernement.

Le projet de loi controversé, qui n'a pas encore été voté à la Chambre des Communes, n'aura pas le temps d'apparaître au menu du Parlement avant la fin de la dernière semaine de travaux avant le déclenchement des prochaines élections fédérales par le premier ministre Paul Martin.

Le projet de loi C-10 aurait mis un terme aux sentences de prison rendues dans les cas de possession simple de moins de 15 g de mari-

juana. Les personnes trouvées avec cette quantité de marijuana sur eux auraient reçu une contravention semblable à celles émises pour les infractions au code de la route, dont le montant varie de 100 \$ à 500 \$.

L'opposition conservatrice, qui a combattu le projet de loi, a confirmé que les libéraux avaient contribué à tuer le projet de loi en le traitant délibérément avec négligence. À plusieurs reprises, elle a été déplacée à la fin de la liste des projets de loi devant être débattus, ralentissant sa progression vers la Chambre des communes.

«Ils ne souhaitent pas s'engager dans le débat sur les drogues, car ça leur ferait perdre des votes au cours de la prochaine élection», a dit le député conservateur Randy White, porte-parole de l'opposition en matière de législation sur la drogue.

Le projet de loi attend sa troisième lecture aux Communes — le vote final qui lui permettrait d'être soumis à la Chambre. Même si ce vote était tenu la semaine prochaine, il ne pourrait pas être adopté au Sénat en une semaine. Le Parlement siègera la semaine prochaine, mais une suspension des travaux est prévue pour la semaine suivante — au cours de laquelle il est estimé que M. Martin pourrait déclencher les élections, de façon à ce que le vote se tienne le 28 juin.

Des paramilitaires colombiens accusés de préparer un putsch au Venezuela

AGENCE FRANCE-PRESSE

Caracas — Cinquante-six paramilitaires colombiens, accusés par les autorités du Venezuela de préparer un coup d'État contre le président Hugo Chavez, ont été arrêtés hier dans la banlieue de Caracas, a annoncé la police.

Dans son programme radiotélévisé dominical *Allo président*, M. Chavez a affirmé que parmi les personnes arrêtées figurait «un important chef paramilitaire colombien», sans toutefois le nommer.

Leur interpellation est «un coup porté à la contre-révolution, au terrorisme et qui préserve la paix civile», a déclaré le président, ancien militaire putschiste arrivé au pouvoir par les urnes en 1999 et accusé par l'opposition de vouloir imposer au Venezuela un régime inspiré par Cuba.

Les paramilitaires arrêtés font partie d'un groupe de 130 personnes âgées de 20 à 25 ans, qui se trouvaient dans une propriété à Sabaneta de Baruta, au sud-est de Caracas, où il s'entraînait depuis plus d'un mois, a déclaré le chef des services vénézuéliens du renseignement Miguel Rodríguez Torres à la chaîne de télévision publique Venezolana de Televisión (VTV).

La propriété où se trouvaient les paramilitaires colombiens appartient à un Vénézuélien d'origine cubaine, Robert Alonso, membre des groupes les plus radicaux de l'opposition vénézuélienne. Ceux qui ont réussi à prendre la fuite «sont des paramilitaires colombiens préparés pour la guerre», a souligné M. Rodríguez.

«Leur intention était de s'organiser avec les gens de la place Altamira

lieu de rassemblement d'anciens militaires opposés à Hugo Chavez, qui avaient participé au coup d'État manqué d'avril 2002 pour faire un coup d'État», a-t-il poursuivi, et leur objectif était de «prendre d'assaut une institution militaire».

Selon un des paramilitaires arrêtés, interrogé par VTV, le groupe devait occuper un fort militaire mercredi à Caracas, préambule à une invasion depuis la Colombie. «C'était une action de 3000 à 4000 hommes pour occuper le Venezuela», a dit ce paramilitaire détenu, montré par la télévision le visage couvert.

Il a indiqué que l'entraînement était assuré par d'anciens militaires vénézuéliens et des membres de groupes anticasquistes basés à Miami (États-Unis) ayant des liens avec les groupes paramilitaires d'extrême droite de Colombie.

Référendum

Ces arrestations interviennent alors que le Venezuela se prépare à vivre du 27 au 31 mai la dernière étape avant l'organisation d'un référendum réclamé par l'opposition pour chasser du pouvoir le président Hugo Chavez.

Pour que ce scrutin populaire soit organisé, au moins 2,43 millions de signatures de citoyens sont nécessaires. Le Conseil national électoral (CNE) a estimé que sur un total de plus de trois millions de signatures présentées par les adversaires de M. Chavez, 1,8 million étaient valables mais que plus d'un million devaient être examinées avant d'être validées car, selon l'organisme électoral, elles sont douteuses.

Si un référendum sur le maintien au pouvoir de M. Chavez ou son départ est convoqué par le CNE, il sera organisé le 8 août.

Latimer blâme la Cour suprême

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Robert Latimer estime que la Cour suprême du Canada a «inventé» des traitements médicaux en rendant sa sentence contre lui en 2001.

Ce fermier de la Saskatchewan qui a déjà passé trois ans en prison pour le meurtre de sa fille gravement handicapée exige des explications de la plus haute cour du pays, mais il n'a aucunement l'intention, dit-il, de demander la clémence.

M. Latimer n'en revient toujours pas que sept juges de la Cour suprême aient conclu à l'unanimité qu'il avait d'autres solutions médicales que le meurtre de sa fille par compassion.

«S'ils sont si fiers de leur jugement, alors pourquoi ne fournissent-ils pas d'explication?», a-t-il demandé lors d'une rare interview accordée de sa cellule au péniten-

cier à sécurité minimum William Head, en Colombie-Britannique.

La Cour suprême a jugé en 2001 que Latimer devra rester un minimum de dix ans de prison pour meurtre au deuxième degré. Dans son jugement, la Cour suprême évoquait, mais sans rien préciser, une médication «plus efficace» que Latimer aurait pu utiliser pour aider Tracy.



ALUSTRIAN AIRLINES

CRACOVIE

Conduisez une aubaine!

Uptown Volvo renouvelle sa flotte de voitures de courtoisie



Nous offrons maintenant
20 Volvo S40 2001
pour aussi peu que

19 999\$

Taux de financement débutent à 0,8 %.
Kilométrage en dessous de 60 000 km.

UPTOWN VOLVO

Département d'occasion certifié Volvo

737-4321

www.uptownvolvo.com

Pour plus de renseignements et un essai routier, visitez notre département de voitures d'occasion certifiée aujourd'hui.

| Loto Québec | | Résultats | |
|---|----------------------|--------------|--------------------------------|
| Super 7 | Tirage du 2004-05-07 | GAGNANTS | LOTS |
| 06 13 14 17 35 37 46 | | 7/7 | 2 2 222 514,90 \$ |
| | | 6/7+ | 1 349 067,20 \$ |
| | | 6/7 | 130 2 349,50 \$ |
| Complémentaire: (23) | | 5/7 | 7 500 145,40 \$ |
| Ventes totales: 19 140 900 \$ | | 4/7 | 157 966 10,00 \$ |
| Prochain gros lot: 2 500 000 \$ | | 3/7+ | 149 235 10,00 \$ |
| | | 3/7 1 | 308 949 Participation gratuite |
| 649 | Tirage du 2004-05-08 | GAGNANTS | LOTS |
| 04 07 24 39 43 44 | | 6/6 | 0 2 000 000,00 \$ |
| | | 5/6+ | 8 60 043,50 \$ |
| | | 5/6 | 201 1 911,80 \$ |
| Complémentaire: (23) | | 4/6 | 11 833 62,20 \$ |
| | | 3/6 | 221 868 10,00 \$ |
| Ventes totales: 12 046 671 \$ | | | |
| Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 \$ | | | |
| Onchea | Tirage du 2004-05-08 | GAGNANTS | LOTS |
| 05 14 29 31 37 39 | | 6/6 | 0 1 000 000,00 \$ |
| | | 5/6+ | 0 50 000,00 \$ |
| | | 5/6 | 11 500,00 \$ |
| Complémentaire: (18) | | 4/6 | 979 50,00 \$ |
| | | 3/6 | 18 871 5,00 \$ |
| Ventes totales: 581 356,00 \$ | | | |
| Extra | Tirage du 2004-05-07 | Extra | Tirage du 2004-05-08 |
| NUMÉRO LOT | NUMÉRO LOT | | |
| 509171 100 000 \$ | 527786 100 000 \$ | | |

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets.

En cas de départ en cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Roue de Fortune, Chez vous! Diffusée à TQS, du lundi au mercredi à 18 h 25 et le jeudi à 19 h 30.

Ce numéro est une obligation:

1 800 463-5229

Les nouvelles Obligations d'épargne du Québec sont arrivées!

Émission en vente jusqu'au 1^{er} juin

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de mai, de 10 h à 16 h. Visitez le www.epq.gouv.qc.ca

Épargne Placements Québec

LE DEVOIR

LE MONDE

Attentat et accrochages meurtriers à Bagdad

AGENCE FRANCE-PRESSE

Bagdad — Les violences en Irak ont particulièrement touché Bagdad hier où 35 Irakiens au total ont été tués, dont 28 au cours d'accrochages entre miliciens chiïtes avec les forces de la coalition, et sept dans un attentat sur un marché alors que la tension restait vive dans plusieurs villes du pays.

Dix-neuf miliciens chiïtes et neuf autres Irakiens ont été tués dans divers accrochages avec les militaires américains à Bagdad, où un attentat à la bombe a coûté la vie à sept personnes et en a blessé huit.

«Il y a eu à peu près quatre accrochages à Bagdad aujourd'hui», entre GI et miliciens du chef chiïte radical Moqtada Sadr, a déclaré à la presse le général Kimmitt.

Les accrochages entre militaires américains et miliciens se sont concentrés à Sadr City, bas-

tion de Moqtada Sadr dans l'est de la capitale. Ils ont éclaté au lendemain de l'arrestation d'un adjoint du chef chiïte.

Moqtada Sadr, recherché «mort ou vif» par la coalition, est retranché dans la ville sainte de Najaf au sud de Bagdad.

Une explosion due vraisemblablement à une bombe s'est produite hier à l'extérieur d'un hôtel à Bagdad, faisant six ou sept blessés britanniques, a annoncé le ministère des Affaires étrangères à Londres.

De fortes explosions ont été entendues dans la nuit d'hier à aujourd'hui à Bagdad, alors que des avions de combat américains semblaient survoler la ville, ont rapporté des témoins, sans qu'il soit possible de déterminer la provenance des détonations.

Un officier de police irakien chargé des enquêtes criminelles à Baaqouba est décédé à l'hôpital

après avoir été blessé hier par un inconnu, a annoncé la police de cette ville du nord de l'Irak.

Dans le sud du pays, la tension restait vive à Bassora, dont le gouverneur Wael Abdel Latif a décrété l'interdiction du port d'armes et la formation d'une unité spéciale de la police pour faire face aux milices.

Après de violents affrontements la veille, trois soldats britanniques ont été blessés hier dans cette ville par le jet d'un engin explosif contre leur véhicule. Un convoi britannique a essuyé des tirs et une bombe a explosé sans faire de victime.

A Amara, dans le sud-est, des tirs de miliciens chiïtes ont déclenché avant l'aube une riposte britannique, qui a fait quatre morts et un blessé parmi les civils, selon une source hospitalière. Un porte-parole militaire britannique, interrogé par l'AFP, n'a cependant fait état que d'échanges

de tirs sporadiques pendant la nuit.

A Koufa, quatre Irakiens ont été tués et 12, dont quatre enfants, ont été blessés dans de nouveaux combats hier entre des soldats américains et des miliciens de Moqtada Sadr, selon des sources hospitalières.

A Kerbala, deux miliciens chiïtes ont été tués et deux civils blessés dans des échanges de tirs qui ont duré trois heures hier avec des soldats de la coalition, selon une source hospitalière.

Le représentant de Moqtada Sadr à Nasiriya a été libéré hier après avoir été détenu pendant deux jours par les soldats italiens dans cette ville du sud de l'Irak, a annoncé un responsable irakien.

Un oléoduc alimentant le terminal de Khor Al-Amaya, dans le sud de l'Irak, était en feu hier et des sapeurs-pompiers ont indiqué que la conduite avait été sabotée.

Paris et Londres se rapprochent sous le signe de l'Europe

REUTERS

Paris — La France et la Grande-Bretagne ont marqué hier leur «Entente cordiale» retrouvée en plaidant d'une même voix pour l'adoption d'une Constitution européenne en juin et la «préservation» du lien transatlantique, malgré les déchirures irakiennes.

«Ensemble, la France et le Royaume-Uni contribuent à faire de l'Europe un acteur responsable et respecté de la politique internationale, même si nous ne sommes pas toujours d'accord sur les moyens de parvenir à nos objectifs communs», a déclaré Jean-Pierre Raffarin en recevant à Matignon son homologue britannique Tony Blair.

Dans le cadre du centenaire de l'Entente cordiale (8 avril 1904), Paris et Londres avaient choisi de célébrer ensemble la Journée de l'Europe en conviant 600 jeunes à débattre des grands enjeux européens dans la capitale française.

Hier matin, Jacques Chirac et Tony Blair ont répondu durant une heure trente à l'Elysée aux questions de 400 étudiants britanniques et français. Jean-Pierre Raffarin les a ensuite rejoints pour un déjeuner de travail qui a porté essentiellement sur la Constitution européenne, l'Irak et le conflit israélo-palestinien.

«In France, today Europe day is a British day», a lancé Jean-Pierre Raffarin en anglais. «Aujourd'hui en France, la Journée de l'Europe est une journée britannique».

Le premier ministre français, comme Jacques Chirac hier matin, ont ainsi appuyé Tony Blair dans sa décision risquée d'organiser un référendum sur la Constitution européenne dans un pays où l'euro-scepticisme domine.

«Je n'imagine pas que la Grande-Bretagne puisse durablement donner une priorité à sa vocation de "grand large", elle devra forcément comprendre que l'essentiel de ses intérêts se trouve dans le grand ensemble européen», a dit le président français lors du débat.

«Je suis optimiste. Tony Blair est très convaincant», a dit le président, dans un unisson franco-britannique tranchant avec les tensions récentes.

Tony Blair a expliqué que «le moment est venu d'ouvrir un grand débat en Grande-Bretagne sur l'Europe» et qu'il est temps «que le peuple britannique comprenne qu'il y a de l'intérêt national de la Grande-Bretagne d'être au centre de l'Europe».

Lors d'une interview sur LCI en

compagnie de Jean-Pierre Raffarin, Tony Blair s'est montré confiant sur l'issue du référendum.

«Je pense que si nous obtenons un bon système [institutionnel] — je crois que ce sera le cas — les Britanniques décideront au bout du compte que leur avenir est en Europe», a-t-il jugé. «On ne peut envisager la sortie du Royaume-Uni de l'Europe», a renchéri le premier ministre français.

Ce «bon système» au service d'une Europe à 25, Jacques Chirac et Tony Blair souhaitent qu'ils soit adopté lors du Conseil européen des 17 et 18 juin.

«C'est essentiel, parce que si nous n'arrivons pas à un accord, nous risquons d'avoir une Europe paralysée», a dit le président français.

Renforcer le lien transatlantique

Prompt à encourager Tony Blair sur la voie du référendum, Jacques Chirac n'a dit mot sur une telle éventualité en France, alors qu'enfile la polémique sur ce sujet au sein de la majorité à l'approche des élections européennes du 13 juin.

Le numéro deux du gouvernement, Nicolas Sarkozy, et Alain Juppé se sont prononcés hier pour un référendum lors du conseil national de l'UMP. L'Elysée a répliqué que Jacques Chirac trancherait «le moment venu» sur le mode de ratification de la Constitution et Jean-Pierre Raffarin a souligné sur LCI que le chef de l'Etat était souverain en la matière.

Pour bien marquer qu'une page nouvelle s'ouvrait dans les relations franco-britanniques après les dissensions sur l'Irak, Jacques Chirac et Tony Blair ont prononcé «un lien fort» entre l'Europe et les Etats-Unis.

«Tout ce qui aujourd'hui peut mettre en cause maladroïtement le lien transatlantique et sa solidité — qui suppose d'ailleurs le respect mutuel, ce qui n'est pas toujours le cas — est dangereux pour l'avenir à la fois de l'Europe et des Etats-Unis», a estimé le président français.

«Quelles que soient les divergences au sein de l'Europe ou entre l'Europe et les Etats-Unis, la chose la plus stupide à faire serait de négliger nos nombreux intérêts communs», a ajouté Tony Blair, soulignant que l'Europe n'était «ni un rival, ni un vassal» des Etats-Unis.

L'Elysée a fait savoir à l'issue du déjeuner de travail que Français et Anglais entendaient désormais travailler «en bonne coopération», à l'Onu et au niveau bilatéral, pour favoriser le transfert de souveraineté au peuple irakien.

Sharon annule son voyage à Washington

Le premier ministre israélien veut préparer une nouvelle mouture de son plan unilatéral de retrait de la bande de Gaza

REUTERS ET AGENCE FRANCE-PRESSE

Jérusalem — Ariel Sharon, politiquement affaibli par le rejet de son plan de désengagement par les militants du Likoud, a annulé une visite à Washington prévue la semaine prochaine, a annoncé hier son cabinet.

De source politique, on affirme que le premier ministre israélien soumettra dans trois semaines à son gouvernement une nouvelle mouture de son plan unilatéral de retrait de la bande de Gaza.

«Le premier ministre a décidé de ne pas aller à Washington. Il mènera des consultations ici en Israël au sujet du plan de désengagement», a fait savoir son cabinet.

Sharon devait prononcer un discours le 17 mai devant l'American Israel Public Affairs Commit-

tee, un lobby proisraélien, et probablement rencontrer le président George Bush.

Certains font valoir que cette visite n'intervenait pas au meilleur moment compte tenu de l'émoi dans le monde arabe provoqué par le scandale des sévices infligés par des militaires américains à des prisonniers irakiens et en raison de l'avenir incertain du plan de désengagement de Gaza, qui avait pourtant reçu le soutien public de Bush.

«Il me faudra trois semaines pour reprendre le plan et le présenter au gouvernement», a dit Sharon, selon des membres de son cabinet.

Le premier ministre a par la suite eu des entretiens avec son plus important rival au sein du Likoud, le ministre des Finances Benjamin Nétanyahou, qui a soutenu du bout des lèvres le plan de retrait.

Selon Radio Israel, Nétanyahou a

dit à Sharon que les résultats des référendums organisés au sein du Likoud étaient contraignants pour tous les membres du parti, y compris le Premier ministre.

Mais ce dernier s'est engagé à poursuivre sur la voie d'un plan de désengagement, sans préciser s'il comptait coller à la version initiale ou la remodeler plus profondément.

Pour Sharon, ce plan doit permettre de tourner la page à trois années de violence. Ses détracteurs au sein du Likoud estiment qu'il évacuerait équivaudrait à donner «une prime au terrorisme».

Sur le terrain, les forces israéliennes ont abattu hier deux Palestiniens déguisés en femmes qui avaient ouvert le feu sur des colonnes lors d'une cérémonie à la mémoire d'une mère et de ses quatre enfants tués la semaine dernière dans la bande de Gaza, a-t-on ap-

pris de sources proches des services de sécurité.

Des images de télévision tournées au moment de l'attaque, revendiquée par le Jihad islamique, montrent les colons se ruant à couvert sous le feu de leurs agresseurs. Aucun blessé n'est à déplorer.

Les deux hommes ont été tués par les soldats affectés à la protection de l'implantation. Un seul a été retrouvé, selon un porte-parole de Tsahal.

Les faits se sont déroulés sur la portion de route menant à la colonie de Goush Katif où l'Israélien et ses quatre enfants ont été tués dimanche.

La mort avait contribué au rejet du plan de retrait unilatéral des implantations de la bande de Gaza que le premier ministre Sharon soumettait le même jour aux militants du Likoud, sa propre formation.

PO: le sommet de Tunis demandera à Bush de respecter ses engagements

MONA SALEM AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Caire — Le sommet des chefs d'Etat arabes de Tunis demandera au président américain George W. Bush de respecter ses engagements en faveur d'un «Etat palestinien viable», selon un projet de résolution approuvé hier par les ministres arabes des Affaires étrangères au Caire.

Le sommet, dont la tenue les 22 et 23 mai dans la capitale tunisienne a été confirmée par le secrétaire gé-

néral de la Ligue arabe Amr Moussa, devrait par ailleurs condamner l'assassinat de dirigeants palestiniens par Israël et se déclarer prêt à participer à tout effort de lutte contre le terrorisme, selon un autre projet de résolution approuvé dimanche.

Le projet sur le conflit israélo-palestinien passe sous silence la date de 2005, qui avait auparavant été avancée par l'administration américaine pour la création d'un Etat palestinien. Le président Bush avait déclaré au quotidien égyptien Al-Ahram publié samedi que cette date n'était plus «réaliste».

«Les dirigeants arabes demandent au président George W. Bush de respecter les engagements découlant de sa vision de l'édification d'un Etat palestinien viable, aux côtés d'Israël, et de considérer que tout ce qui concerne le statut final [des territoires occupés par Israël] fera l'objet de négociations entre les deux parties», selon ce texte.

Le projet se félicite de la lettre de garanties adressée par le président Bush au roi Abdallah II de Jordanie, dans laquelle il indique que la solution du problème des frontières définitives du futur Etat palestinien futur et celui du retour des réfugiés palestiniens de 1948 devraient faire l'objet de négociations bilatérales israélo-palestiniennes.

Le soutien sans réserves apporté

L'initiative de paix avec Israël est «une position stratégique arabe immuable»

Cette initiative propose notamment l'établissement de relations normales entre les pays arabes et Israël, à condition que l'Etat hébreu se retire des territoires arabes qu'il occupe depuis 1967, y compris Jérusalem-est.

Dans le second projet de résolution, «les dirigeants arabes condamnent les opérations militaires israéliennes dans les territoires palestiniens et arabes, ainsi que les opérations visant les civils sans distinction et celles visant les dirigeants palestiniens, de nature à générer violence et contre-violence».

Les ministres arabes devaient en outre fermement condamner les sévices infligés à des détenus en Irak, proposer une «troïka» arabe, formée de la Tunisie, de Bahreïn et de l'Algérie, pour assurer le suivi de la situation dans ce pays, dans le cadre des Nations unies, à l'issue du transfert de pouvoir prévu le 30 juin des forces d'occupation aux Irakiens.

Le prochain sommet remplacera celui qui devait se dérouler fin mars à Tunis et dont la Tunisie avait brutalement interrompu la préparation en invoquant une décision «souveraine» et de profondes divergences entre les participants, notamment sur les réformes démocratiques qui doivent être conduites dans les pays arabes.

Des Cubains et des femmes



RAFAEL PEREZ REUTERS

UNE TRENTAINE d'épouses, de mères ou de filles de dissidents cubains emprisonnés ont manifesté hier à La Havane pour réclamer leur libération. Cette manifestation, d'une ampleur certes limitée, est inhabituelle à Cuba où les rassemblements se terminent souvent par des arrestations et des emprisonnements. Ces femmes se sont retrouvées à la sortie d'une messe dans le quartier de Miramar et ont manifesté le long de la Cinquième avenue avant de se regrouper dans un parc. Elles ont lu à haute voix les noms de 336 détenus présentés comme des prisonniers politiques, dont les 75 dissidents condamnés l'an passé à des peines moyennes de 19 ans de prison. Le gouvernement communiste de Cuba affirme qu'il n'existe aucun détenu politique sur l'île, et qualifie de «mercenaires» à la solde des Etats-Unis les prisonniers dont ces femmes réclamaient la libération.

EN BREF

Deux expatriés sont assassinés à Kaboul

Kaboul (AFP) — Deux expatriés, dont un Suisse, ont été tués à coups de pierres et leurs corps retrouvés hier dans un jardin public de Kaboul, mais le mystère demeure sur leurs identités précises comme sur leurs professions. «Nous ne savons pas qui les a tués. Ils ont été tués à coups de pierres. Leurs corps ont été retrouvés sur place hier matin», a déclaré un porte-parole du ministère afghan de l'Intérieur, Litfula Mashal. L'un était porteur d'un passeport de nationalité suisse, l'autre n'avait pas de document d'identité sur lui.

Pologne: bavure policière à Lodz

Varsovie (Reuters) — La police polonaise a expliqué hier avoir tiré par erreur des balles réelles au lieu de balles en caoutchouc pour mettre fin à une bagarre à Lodz, ce qui a provoqué la mort d'une personne, plusieurs autres ayant été blessées. Plusieurs hauts responsables de la police ont démissionné et la municipalité de Lodz, dans le centre de la Pologne, a annoncé trois jours de deuil après ces incidents. Outre la mort d'un étudiant de 19 ans, quelque 70 personnes ont été blessées et la police a procédé à 19 arrestations. Le maire de la ville, Jerzy Kropiwnicki, a affirmé que les responsables seraient jugés et punis.

Le Tchad exhorte Khartoum à s'opposer aux raids transfrontaliers

ASSOCIATED PRESS ET REUTERS

N'Djamena — Les autorités tchadiennes ont accusé hier les milices arabes soutenues par le Soudan d'avoir mené de nouvelles incursions sur leur territoire, menaçant Khartoum de représailles en cas de poursuite de ces opérations.

Plusieurs centaines de miliciens arabes soudanais auraient attaqué un village tchadien mercredi entraînant des combats avec l'armée tchadienne qui ont fait plus de 60 morts, a annoncé hier le ministre tchadien de la Défense Emmanuel Nadingar.

«Le gouvernement soudanais doit respecter l'accord et retenir les janjawid», a dit Emmanuel Nadingar. «Nous considérons cela comme une agression contre notre peuple et cela nous accorde le droit de le protéger ainsi que notre territoire».

Par ailleurs, Khartoum a annoncé hier le président soudanais Omar el-Bachir avait ordonné à une commission d'enquêter sur la situation des droits de l'Homme dans le Darfour, où l'organisation Human Rights Watch a dénoncé une campagne de «nettoyage ethnique» des milices arabes contre les paysans africains.

L'attaque contre le village tchadien de Djanga, la pire signalée par les autorités tchadiennes, risque de provoquer des tensions entre le Soudan et le Tchad, qui conduit les efforts de médiation pour mettre un terme aux combats qui se déroulent depuis 15 mois dans le Darfour, dans l'ouest soudanais.

Les janjawid montés sur des dromadaires ont tués six civils lors de leur attaque sur Djanga, à 25 km à l'ouest de la frontière soudanaise. Les soldats tchadiens ont ensuite repoussé les miliciens, tuant 60 d'entre eux, selon M. Nadingar. Un soldat tchadien est mort et sept autres ont été blessés, a-t-il ajouté.

Vendredi, le ministère français des Affaires étrangères s'était dit «préoccupé» par les informations faisant état d'une poursuite de l'activité des milices armées au Darfour et au Tchad voisin, malgré l'accord de cessez-le-feu conclu le 8 avril après des négociations à N'Djamena.

Les janjawid sont accusés de perpétrer avec le soutien du régime soudanais des atrocités contre les tribus noires du Darfour, région frontalière du Tchad. Le gouvernement a démenti soutenir les milices arabes.

Au Soudan, l'agence officielle a annoncé hier que le président Omar el-Bachir avait ordonné à une commission d'enquêter sur la situation des droits de l'Homme dans le Darfour.

Vendredi, l'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch avait rendu public un rapport accusant le régime de Khartoum et les milices arabes de mener dans le Darfour une sanglante campagne de «nettoyage ethnique» — ponctuée de bombardements, massacres et vols — qui a déjà fait des milliers de morts et chassé de chez eux plus d'un million de personnes. Khartoum avait démenti ces accusations.

É D I T O R I A L

Le fossé de trois milliards

C'est à l'unanimité que l'Assemblée nationale a adopté, jeudi dernier, une résolution appuyant le gouvernement dans ses efforts pour réclamer d'Ottawa le transfert des revenus de la TPS aux provinces. Évidemment, personne ne s'attend à ce que le gouvernement de Paul Martin acquiesce à la demande. Pourtant, voilà une façon raisonnable de permettre aux provinces de faire face aux responsabilités qui leur sont confiées par la Constitution canadienne.

elon la plus récente étude produite par le Conference Board à la demande des dix premiers ministres provinciaux du pays, les provinces verront leur déficit budgétaire annuel grimper de quatre milliards cette année à 11 milliards dans 15 ans si rien ne change. Pendant ce temps, à Ottawa, les excédents budgétaires du gouvernement fédéral suivraient une pente inverse et passeraient de 10,5 milliards à la fin de la présente année à 78 milliards la quinzième année.

Évidemment, cela ne se produira pas puisque Ottawa trouvera chaque année le moyen de dépenser cet argent selon son bon vouloir. On ne connaît pas ses plans précis, mais on sait d'ores et déjà que le remboursement de la dette fera partie des priorités d'un gouvernement libéral, qu'une fraction des excédents ira au financement des programmes réguliers (défense et sécurité nationale, affaires autochtones, assurance-emploi, etc.), mais qu'avec le reste, Ottawa voudra imposer son autorité dans des champs de compétence provinciale jugés rentables pour son image.

En fait, depuis la fin de la lutte contre le déficit, Ottawa cherche désespérément un rôle à jouer au sein d'une fédération dont la plupart des secteurs porteurs sont de compétence provinciale, telles la santé, l'éducation et les affaires urbaines. Mais voilà, ce sont aussi les secteurs qui connaissent la plus forte croissance en termes de besoins financiers.

Toujours selon les travaux du Conference Board, les revenus des provinces devraient croître à peu près au même rythme que ceux d'Ottawa au cours des prochaines années. C'est donc parce que, contrairement à Ottawa, leurs dépenses augmentent plus rapidement que leurs revenus que les provinces doivent s'attendre à faire face à des déficits de plus en plus imposants.

Ce n'était pas la première fois, jeudi dernier, que les membres de l'Assemblée nationale du Québec adoptaient une résolution unanime demandant à Ottawa de corriger le déficit fiscal avec les provinces. Ce n'était pas la première fois non plus qu'il était question de rapatriement de la TPS par les provinces comme moyen de corriger l'écart. On se rappellera que cette solution était celle de la Commission sur le déséquilibre fiscal présidée par l'actuel ministre des Finances, Yves Séguin.

Pour être plus précis, la commission suggérait aux provinces de renoncer aux milliards qui leur sont transférés annuellement au titre du Transfert canadien en santé et programmes sociaux (TCSPS) en échange des recettes de la TPS dont le montant est plus élevé. Selon les calculs, la différence atteindrait entre deux et trois milliards au profit des provinces. De plus, malgré les fluctuations causées par les soubresauts de l'économie, celles-ci seraient assurées de voir leurs recettes suivre une tendance ascendante dans le temps, proche de celle du PIB.

En réaction à une autre résolution de l'Assemblée nationale adoptée en mars dernier, le premier ministre Paul Martin a réitéré par écrit son intention de discuter du financement de la santé avec les provinces, mais il a refusé de s'engager plus avant. Si les provinces veulent plus d'argent, elles peuvent toujours augmenter leurs impôts, a-t-il répété comme l'avait fait Jean Chrétien avant lui. Pourtant, ce sont ces deux mêmes hommes qui, lors de la campagne électorale de 1993, avaient soulevé l'hypothèse d'un transfert de la TPS aux provinces comme moyen de financer les soins de santé, ce M. Séguin n'a pas manqué de rappeler aux membres de l'Assemblée nationale.

Cela dit, si le ministre des Finances est sérieux lorsqu'il parle de déséquilibre fiscal, il lui faudra d'abord convaincre son chef, Jean Charest, de l'importance de l'enjeu. Pour le moment, M. Charest se dit d'accord, mais on ne peut certainement pas dire qu'il manifeste beaucoup de passion à l'idée de mener une lutte sans merci avec Ottawa sur la question.

Une fois le premier ministre bien en selle derrière son ministre des Finances, il faudra aussi rallier les premiers ministres des neuf autres provinces à la cause; les libéraux du Québec ont toujours affirmé être beaucoup mieux placés pour réussir cette tâche. Car sans un tel front commun des provinces, aussi bien attendre un prochain référendum sur la souveraineté pour régler ce problème de déséquilibre avec Ottawa...

jrnsaufacon@ledevoir.ca



Jean-Robert Sansfaçon

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFACON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

TORTURE EN IRAK...



L E T T R E S

Comment dois-je expliquer la politique à mes enfants?

Je me sens insulté! Comment le premier ministre et son ministre de l'Éducation peuvent-ils autant augmenter la portion de prêt de l'aide financière? Une hausse de 72% je trouve cela scandaleux. Il me reste deux ans d'études universitaires et, du coup, on m'annonce que je serai endettée de presque 4000 \$ de plus que les 10 000 \$ déjà prévus. 14 000 \$ au total pour trois ans et demi d'études, je trouve que c'est lourd. Aberrations du gouvernement provincial au pouvoir.

La presque totalité des mesures annoncées prendront effet en 2005, mais les hausses de tarifs (ex: frais de garderie, augmentation des tarifs d'Hydro-Québec) et la réforme pour les prêts étudiants, c'est pour maintenant.

Ce que je trouve scandaleux, c'est qu'on nous fait payer plus tout de suite en nous faisant miroiter l'espoir d'avoir peut-être un jour quelques miettes qui nous reviennent dans les poches! Foutaise! Je n'y crois plus vraiment.

Les gens de la politique qui dirigent le pays et la province devraient être des exemples et des modèles. Actuellement comment dois-je expliquer la politique à mes enfants? Un milieu où il est permis de mentir, de se faire élire sous des allégations mensongères, un endroit où on accepte ceux qui ne respectent pas leurs promesses. Un milieu où mensonge, pouvoir et argent dominant et cohabitent. Je suis dégoûtée. Je ne me sens pas du tout représentée par ceux qui nous dirigent, j'ai constamment le sentiment qu'ils veulent nous enlever ce qu'on a ou ce qu'on aurait pu avoir. Quelle déception!

Ce n'est certainement pas en dirigeant de cette façon là que le taux de natalité va augmenter au Québec et au Canada.
Ariane Robitaille
25 ans, mère de deux enfants
Étudiante à l'École de Service social
de l'Université de Montréal
Montréal, le 2 mai 2004

Pourquoi pas une agence de suivi des coûts de projets?

Réforme de l'État québécois: pourquoi pas une agence de suivi des coûts de projets?

La présidente du Conseil du trésor du Québec, Monique Jérôme-Forget, propose un partenariat public-privé pour assumer le partage du risque. De quel risque s'agit-il? Du risque que ça coûte plus cher que prévu, comme pour le métro de Laval et pour la Gaspésie?

Je crois que le ministre fait fausse route. Pour contrôler les coûts, il faut investir, investir en main-d'œuvre expérimentée dans le suivi et dans le contrôle des coûts, comme le faisait la Société d'énergie de la Baie-James (SEBJ) pour les grands travaux hydro-électriques à la Baie-James. J'y ai travaillé pendant trois ans pour Janin, une compagnie privée qui, elle, a presque fait faillite dix ans plus tard parce qu'elle a été incapable de se faire rembourser des dépassements de coûts pourtant justifiés, mais aussi parce qu'elle n'a pas su suivre et contrôler ses propres coûts à temps. Le privé n'est pas toujours une référence!

Puisque c'est l'État qui commande les grands travaux comme le métro, c'est à lui de prendre les moyens de vérifier que ça se fasse dans les temps et dans le budget prévus.

Si on avait fait un tel investissement dans des procédés de contrôle de coûts, pour le métro ou pour la Gaspésie, on aurait peut-être économisé des dizaines, sinon des centaines de millions.

Partout où l'État investit, il devrait être présent pour suivre le déroulement des travaux, pour comprendre le climat de travail et être ensuite en mesure d'intervenir, à temps! S'il y avait une agence gouvernementale à créer, ce devrait bien être une agence de suivi des coûts de projets. Et ce serait une agence profitable!

Quelquefois, ça coûte plus cher parce qu'on en demande plus, ou parce que le devis initial n'avait pas tout prévu. Dans ce cas, on pourrait difficilement réaliser les travaux au coût original prévu, mais, au moins, on saurait pourquoi.

Et alors, il faudrait être juste avec l'entrepreneur qui réalise les travaux. Ça n'a pas toujours été le cas, dans le passé.

Aujourd'hui, l'État commande des travaux (métro de Laval) ou investit dans des projets (Gaspésie) où personne ne surveille ses intérêts (ceux de l'État... et les nôtres!). Pas surprenant que la faillite attende au détour.
André Kahlé, ingénieur
Brossard, le 5 mai 2004

De dangereux barbares ignorants

Le comportement des forces américaines, comme en témoignent les images de tortures subies par des prisonniers irakiens ou afghans et qui ont entraîné la mort de 25 d'entre eux, est tout à fait abject. On ne peut que difficilement croire qu'il s'agisse de comportements isolés, compte tenu du mépris affiché par les Américains pour toutes les règles et conventions en cas de conflit. Pour l'heure, on ne parle que de blâmes et de «retour à la vie civile» pour les fautifs.

L'ignorance des réalités internationales, l'arrogance du puissant, le respect ému des armes à feu érigées en valeur constitutionnelle et le fanatisme religieux des Américains contrastent de façon tragique avec les véritables valeurs de paix, de liberté et de démocratie. Par ailleurs, il faut s'attrister de la perte de ces jeunes militaires, tous dans la fleur de l'âge, qui ont cru honnêtement défendre ces valeurs alors qu'en fait ils sont morts pour les intérêts économiques des multinationales américaines. Quand va-t-on dire à leurs parents et au peuple américain qu'ils ont été bernés et que leurs enfants sont morts strictement pour rien? Quand les Américains vont-ils finir par se rendre compte que leurs politiciens, leurs dirigeants militaires et leurs multinationales ne sont que de dangereux barbares ignorants?

André Sénécal
Gatineau, 5 mai 2004

LIBRE OPINION

L'intégration des personnes immigrantes ne se limite pas à l'apprentissage de la langue

Lettre à madame Michelle Courchesne, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

RÉJEAN PARENT

Président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

C'est avec une stupeur mêlée d'indignation que nous apprenions l'imposante compression financière de 21 % (34 millions de dollars) subie par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. Cette décision prise au nom de l'équilibre budgétaire des finances publiques vient briser un autre équilibre tout aussi important dans la société québécoise, celui de l'intégration des personnes immigrantes à la société d'accueil.

Malgré les efforts considérables apportés pour augmenter le niveau de l'immigration francophone, 37,5 % des personnes immigrantes arrivées au Québec entre 1998 et 2002 ne connaissent ni le français ni l'anglais. La proportion de celles qui ne connaissent pas le français s'élève à 55 %.

Vous avez répété à plusieurs reprises: «Je veux redonner à ce ministère sa mission essentielle, qui n'est pas le soutien social, mais l'accueil et l'intégration.» Croyez-vous soutenir l'intégration en diminuant les allocations de formation à des cours de français, les faisant passer de 150 \$ à 30 \$? Croyez-vous soutenir l'intégration en abolissant l'allocation allouée aux étudiants à temps partiel et le remboursement des frais de transport pour suivre les cours dans les centres où il y a des systèmes de transport en commun (autrement dit, dans les centres urbains à forte concentration d'immigration)?

Vous défendez les choix de votre gouvernement en indiquant que les personnes immigrantes seront admissibles à la prime de travail annoncée dans le plan de lutte contre la pauvreté. Vous proposez aux personnes immigrantes d'effectuer une demande d'aide sociale si elles ont

épuisé toutes les ressources financières dont elles disposaient au moment d'arriver au Québec.

Depuis des mois, le chef du gouvernement, M. Charest, répète sur toutes les tribunes que le Québec compte sur l'immigration pour atténuer les pénuries appréhendées de main-d'œuvre qualifiée. Que leur offre-t-on pour faciliter leur intégration à la société québécoise francophone? Une «francisation fonctionnelle», celle qui doit les rendre aptes le plus rapidement possible au marché du travail. La connaissance de la langue que vous leur proposez est celle exigée en fonction des besoins de l'entreprise.

Est-ce cela la stratégie d'intégration à la société d'accueil du Parti libéral du Québec? Faut-il rappeler que, l'intégration des personnes immigrantes ne se limite pas à l'apprentissage de la langue, mais intègre aussi la culture, l'environnement québécois, bref, l'apprentissage des codes et des valeurs qui fondent cette société. Limiter l'intégration à la seule acquisition des notions linguistiques nécessaires à une insertion réussie sur le marché du travail nous semble réducteur et contraire aux objectifs d'intégration et d'ouverture sur le monde.

Vous interpellez les entreprises pour qu'elles s'engagent davantage dans l'intégration linguistique de leur personnel. Selon l'Office de la langue française, les entreprises à fort taux d'utilisation de la technologie ont tendance à se franciser moins rapidement que celles qui en font une utilisation moyenne, et ces dernières moins que celles à faible utilisation. Par ailleurs, les entreprises vouées à l'exportation ou encore sous-traitantes d'entreprises américaines font face à des difficultés supplémentaires devant les exigences de leurs clients ou de leurs fournisseurs. «On observe que des entreprises ne réalisent pas pleinement le processus de francisation parce qu'elles sont tributaires des technologies de l'in-

formation qui assurent le contrôle de la gestion des stocks ou de la gestion des ventes à distance, de la réalisation des transactions financières à partir ou vers d'autres pays [c'est le cas du secteur financier].»

La francisation des entreprises deviendra encore plus difficile dans le contexte des changements apportés au Règlement sur la détermination de la masse salariale (loi du 1 %). Cette loi avait pour objectif d'améliorer la formation de la main-d'œuvre, de répondre aux besoins des travailleuses et des travailleurs, notamment par des cours de français. Au cours des six années de son application graduelle, cette loi, malgré les irritants soulevés, a eu des effets structurants, notamment la consolidation du comité d'adaptation de la main-d'œuvre pour les personnes immigrantes, facilitant ainsi leur intégration et leur maintien en emploi. Aujourd'hui, l'avenir de ce comité est compromis.

Votre gouvernement rêve que le Québec «brille parmi les meilleurs». Mais ces compressions à l'intégration des personnes immigrantes empêcheront ces dernières d'avoir accès aux mêmes chances que les autres. Privées du droit d'apprendre le français, limitées dans leur communication avec la majorité, vous les condamnez à l'exclusion. Certes, elles seront employables, mais à quel prix?

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) rêve d'un autre Québec que celui que vous proposez. Nous avons toujours soutenu que la politique québécoise d'immigration devait s'inscrire dans un projet collectif engageant et englobant: celui de développer au Québec une société originale, pluriethnique et de langue française, démocratique, laïque et ouverte sur le monde. C'est pourquoi, Madame la Ministre, nous vous demandons de surseoir aux compressions annoncées et de maintenir le niveau des allocations aux personnes immigrantes étudiant le français.

LES ACTUALITÉS

REBELLES

SUITE DE LA PAGE 1

Vladimir Poutine, qui a prêté serment vendredi pour un nouveau mandat au Kremlin, a annoncé lui-même à Moscou la mort de Kadirov, qui était un élément crucial de sa politique tchétchène. «Kadirov est décédé le 9 mai, jour de notre fête nationale», a-t-il déclaré, cité par le Kremlin alors qu'il venait de rencontrer le fils de Kadirov, Ramzan, qui dirige les forces de sécurité tchétchènes.

Le président russe en a profité pour annoncer la nomination du premier ministre tchétchène Sergueï Abramov comme président temporaire de la Tchétchénie.

L'explosion a fait sept morts et une cinquantaine de blessés, a annoncé hier le représentant local de Vladimir Poutine. Outre le président, une fillette de huit ans, le photographe de Reuters Adlan Khasanov, Hussein Issaïev, un proche conseiller de Kadirov, et deux gardes du corps du président ont été tués dans cette explosion, selon l'agence Interfax qui cite Vladimir Iakovlev, envoyé du Kremlin en Russie du Sud.

Pour sa part, le commandant des forces russes en Tchétchénie, le général Valeri Baranov, a été très grièvement blessé. Il a été admis d'urgence dans un hôpital militaire où il a été opéré, une de ses jambes ayant été décollée dans l'explosion, rapporte Interfax. Le général Mikhail Pankov, vice-ministre tchétchène de l'Intérieur, a été désigné pour assurer son intérim.

Seon un porte-parole du ministère de l'Intérieur cité cette fois par Itar-Tass, cinq personnes soupçonnées d'implication dans l'attentat ont été arrêtées.

Crise tchétchène

Cet attentat est l'un des plus audacieux qui aient été perpétrés par des rebelles tchétchènes contre les forces russes et l'administration favorable à Moscou dans la province séparatiste.

L'explosif n'avait pas été détecté, car il aurait été intégré à la structure même de la tribune, indiquaient hier les enquêteurs tchétchènes. Des travaux de rénovation du stade venaient d'être achevés, le jour précédant la cérémonie.

«La bombe a été placée dans une partie en béton de la structure du stade», a expliqué Khamid Kadaïev, le vice-ministre tchétchène de l'Intérieur.

Il a ajouté que cela expliquait pourquoi l'engin n'avait pas été détecté lors des contrôles préalables à la cérémonie. Il n'a pas dit comment la bombe avait pu y être placée. Le stade avait été pendant trois mois le théâtre de travaux de construction.

Une autre explication est que les rebelles tchétchènes disposent de nombreux «agents» au sein des forces tchétchènes prorses qui étaient censées assurer la sécurité de Kadirov. L'attentat, qui n'a pas été revendiqué hier, semble porter la signature des rebelles indépendantistes. Mais il pourrait aussi être l'œuvre de clans hostiles qui «n'étaient pas satisfaits» de la façon dont Akhmad Kadirov accaparait l'argent versé par Moscou pour la «reconstruction» de la Tchétchénie, suggèrent hier Ousman Ferzaouli, représentant au Danemark du «président» indépendantiste, Aslan Maskhadov.

L'Espagne, frappée il y a deux mois par de violents attentats à Madrid, a fermement condamné l'attaque de Grozny, tandis que le secrétaire au Foreign office, Jack Straw, a déclaré que la crise tchétchène ne pourrait être résolue par la violence.

Le nouveau président du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, a téléphoné à Poutine et lui a dit que le terrorisme devait être combattu grâce aux instruments de la loi et de la coopération internationale.

Washington a également condamné cet attentat. «Les États-Unis rejettent fermement tous les actes de terrorisme ainsi que ceux qui les commettent», a déclaré Scott McClellan, porte-parole de la Maison-Blanche.

La Commission européenne a estimé que l'attentat prouvait la nécessité d'améliorer la coopération internationale contre le terrorisme.

L'homme-lige de Vladimir Poutine

Né en 1951 au Kazakhstan, où Staline avait fait déporter les Tchétchènes après la Deuxième Guerre mondiale, Kadirov était un religieux modéré, qui a étudié l'islam en Ouzbékistan dans les années 80 avant de rejoindre le combat indépendantiste, lors de la première guerre de 1994-1996.

Devenu «mufti» de Tchétchénie en 1995, il s'était ensuite disputé avec le président indépendantiste Aslan Maskhadov et avait trahi les siens pour rejoindre le camp russe, à la veille de la deuxième guerre de Tchétchénie, qui a commencé en 1999 et dure depuis lors.

Poutine le nomme «administrateur» de la Tchétchénie en juin 2000, puis le fait élever au rang de «Président» dans un simulacre d'élection, en octobre 2003, lors de laquelle Kadirov fut crédité du score totalement invraisemblable de 81 % des voix. Depuis, il assurait consacrer ses forces à la «liquidation des bandits», c'est-à-dire ses anciens compagnons de lutte indépendantistes, mais profitait surtout de tous les trafics, de pétrole ou d'êtres humains, qui continuent de prospérer sur les ruines de la République tchétchène.

La Russie lutte depuis les années 1990 contre les séparatistes tchétchènes. Moscou a réimposé son contrôle de Grozny en 1999 quand Poutine a ordonné à l'armée russe d'envahir la province, qui avait joui de trois années d'indépendance de fait.

Des dizaines de milliers de personnes ont trouvé la mort en Tchétchénie, dont des milliers de soldats russes, au cours des deux guerres successives qui ont embrasé la province.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messagerie Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 088. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

TORTURE

SUITE DE LA PAGE 1

«Nous pensons toujours que seul un petit nombre d'interrogateurs peut faire l'objet de investigations en cours et que seul un petit [nombre] des milliers de détenus que nous avons eus à Abou Ghraïb ont été affectés par ces cas spécifiques de sévices», a répété hier le général Mark Kimmitt, porte-parole de la coalition.

Comme l'avait fait la veille la famille de la soldate Lyndie England, celle de l'inculpé Svits a tenté de faire entendre sa voix. L'armée américaine lui avait dispensé une formation de conducteur de poids lourds et non de meneur d'interrogatoires, a fait valoir le père de l'inculpé, Daniel Svits. D'après lui, son fils «faisait simplement ce qu'on lui disait de faire».

Le général Kimmitt a précisé que le procès de Jeremy Svits serait ouvert à la presse. Le jeune militaire encourt un an de prison, la perte de ses grades, une réduction des deux tiers de sa solde annuelle, une amende et une exclusion pure et simple de l'armée.

Avec ce premier procès, l'armée américaine semble chercher à jeter les bases légales des autres jugements à venir dans le cadre de cette affaire.

Nouvelles photos de sévices

L'administration Bush réfléchissait hier sur la manière de rendre publiques les nombreuses nouvelles photos de sévices subis par des détenus irakiens pour tenter d'en limiter l'impact dévastateur sur l'opinion. Ce qui n'a pas empêché hier le magazine *New Yorker* de publier une nouvelle photo montrant un homme nu terrorisé par deux chiens tenus en laisse par des soldats américains. Le *New York Times* a fait de même en publiant en une six photos de prisonniers brutalisés. Une des photos montre un prisonnier apparemment mort, le visage tuméfié, le corps enveloppé d'un film plastique.

Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld avait lui-même révélé l'existence d'autres clichés ainsi que de vidéos vendredi lors de sa longue audition devant la commission des Forces Armées du Sénat sur le scandale du traitement des prisonniers irakiens par

des militaires américains. «Je crains que ça ne soit encore plus terrible», avait-il dit, en qualifiant les traitements montrés sur ces images «de sadiques, cruels et inhumains».

Des responsables de l'administration ont passé le week-end à examiner des centaines de photos et des vidéos qui, selon un responsable cité par le *Washington Post*, montrent des sévices physiques surprenants infligés à des détenus irakiens.

Alors que certains à la Maison-Blanche, selon le *Post*, poussent pour rendre publiques immédiatement toutes les photos et vidéos afin de désamorcer au plus vite un scandale très embarrassant pour le président George W. Bush, le Pentagone souhaite les garder secrètes pour le moment et les remettre au Congrès.

Selon le *Post*, le Pentagone espère, en laissant les parlementaires encaisser les premiers le choc des images et en faire des commentaires, amortir leur impact sur l'opinion publique.

«L'impact est moindre après un certain temps si un groupe de gens répète que c'est choquant», car l'effet de surprise disparaît, a expliqué un responsable du Pentagone cité par le *Washington Post*.

Mais, vu le grand nombre de clichés qui ont été pris par les soldats individuellement, il est impossible pour le Pentagone d'en contrôler le flot sur Internet, une crainte exprimée par M. Rumsfeld, rapporte la presse américaine.

Par ailleurs, des sénateurs de la majorité républicaine comme de la minorité démocrate du Sénat ont unanimement demandé hier que toutes les photos et vidéos détenues par le Pentagone soient rendues publiques dès que le Congrès les recevrait.

A cet égard, le sénateur républicain, John Warner, président de la commission des Forces armées du Sénat, a indiqué hier avoir été en contact avec le Pentagone qui lui a promis que toutes les photos seraient remises au Congrès, mais resteraient, pour l'instant, sous le sceau du secret.

«J'ai parlé spécifiquement [de cela] et à plusieurs reprises avec le Pentagone samedi, et ils m'ont assuré que toutes les informations seraient transmises au Congrès, qu'elles seraient sur disquettes... mais elles seront classées secret-défense», a-t-il dit sur la chaîne de télévision NBC.

MILNER

SUITE DE LA PAGE 1

La position des leaders défusionnistes comme Trent n'est selon lui «pas très réaliste». Milner, qui habite tout près de l'ancienne Mont-Royal, estime que les gens de ce qu'on appelle aussi TMR se leurrent s'ils croient qu'ils pourront se forger «un îlot en marge des problèmes de l'île».

Les défusionnistes, fait-il valoir aussi, idéalisent souvent le passé, «quand tout se faisait au niveau local, quand tout était facile et spontané parce que tout le monde se connaissait». Milner concède que, dans certaines petites communautés excentrées comme Senneville (712 électeurs, selon la plus récente révision de la liste) ou Baie d'Urffé (2592 électeurs), cette perspective peut être envisageable. «Mais à Westmount ou à Mont-Royal, au centre de l'île, où des milliers de personnes transitent chaque jour? Voyons!»

Paradis perdu

Milner fait remarquer qu'il y a, dans la mentalité anglophone de l'est de l'Amérique du Nord, une sorte de «paradis politique perdu»: celui de la démocratie directe des «down hall meetings», renommée pour avoir forgé la culture politique de la Nouvelle-Angleterre. À cette époque révolue, tous les citoyens sans exception se réunissaient à l'entrée ou dans le hall de l'hôtel de ville de leur bourgade et délibéraient librement, face à face, des affaires de la ville. Ce mythe, qui n'est pas qu'invention (comme tous les mythes), a aussi son importance dans l'imaginaire démocratique des défusionnistes, dit Milner. Dans cette perspective, l'hôtel de ville devient d'ailleurs un lieu hautement symbolique: pour un défusionniste comme Bernard Paquet, le fait que l'ancien hôtel de ville de Saint-Laurent «n'appartient plus aux gens de Saint-Laurent» est un scandale qui justifierait peut-être à lui seul un vote positif pour la défusion. Par ailleurs, soulignons que, à l'occasion de sa tournée dans les bastions défusionnistes montréalais (il sera à Westmount mercredi), le maire de Montréal Gerald Tremblay fait des «down hall meetings». Du moins, c'est ainsi que son personnel traduit la notion d'«assemblée publique» dans les communiqués.

ARCHITECTURE

SUITE DE LA PAGE 1

Voué au divertissement, l'endroit l'est sans aucun doute. Mais il a aussi un petit plus que les amateurs de cirque un brin écolos ne devraient pas détester: la salle de spectacle, le terrain et les bâtiments qui l'accompagnent s'inscrivent en effet dans l'ancien courant, nouvellement remis au goût du jour, de l'architecture verte, le tout devant mener pour la peine à une «certification OR-LEED (Leadership in Energy and Environmental Design), un programme d'origine américaine. «Ce sera le premier bâtiment certifié or dans l'est du Canada», précise M. Lupien de Schéma consultants, un cabinet d'architectes et d'urbanistes qui fait partie du consortium à l'origine du projet avec l'architecte Jacques Plante et Joëlle Lamarre Pratte et associés architectes.

Premier, mais certainement pas le dernier à en juger par la vague verte qui touche depuis quelques mois l'univers de la construction à Montréal. «Les esprits commencent à s'éveiller», lance Stéphane Laflamme, architecte à la Société immobilière du Québec (SIQ) qui, avec son collègue Steve Poulin, travaille actuellement à l'ouverture d'une section québécoise de LEED, «car nous n'avons plus le choix d'emprunter cette route. Les questions environnementales sont devenues aujourd'hui trop importantes, et comme les constructions ont un impact majeur sur la nature, le milieu ne peut plus les esquiver».

Une balade dans les rues de Montréal suffit d'ailleurs à s'en convaincre. Outre le chapiteau, trois autres bâtiments conçus dans un esprit de développement durable sont actuellement en construction dans la métropole: le pavillon Lassonde de l'École polytechnique, le pavillon des sciences biologiques de l'Université du Québec à Montréal auxquelles s'ajoute également la reconversion en bâtiment administratif de la Fonderie Saint-Henry du 740 Bel Air. Des chantiers qui, à terme, viendront agrandir le cercle des «bâtiments verts» dont les premières lignes ont été tracées il y a quelques mois par l'inauguration du magasin de plein air Mountain Equipment Coop du marché central, lui aussi tourné vers le développement durable. «Et ce n'est pas un phénomène de mode», souligne M. Laflamme. Le mouvement va rester, et même s'amplifier.

Philippe Lupien le croit aussi, lui qui a succombé à la construction verte en 1984 en se bâtissant une maison soignée «pas très belle, mais écologique», se rappelle-t-il. «À cette époque, le développement durable en architecture, c'était un sujet tabou. Un concept de granols. Personne ne voulait en entendre parler.»

Think big?

Mais est-ce à dire que Milner plaide pour le modèle inverse, bureaucratique, dont le slogan serait «think big»? Non, certes pas. Il faut simplement, selon lui, être «réaliste» et voir que «nous avons, sur cette île, plusieurs problèmes en commun», et qu'il faut des institutions communes pour les régler. Nos problèmes sont aussi plus complexes et englobants qu'avant, et une ville ne peut prétendre tout régler «seule dans son coin» comme aux siècles des «down hall meetings».

Il est très possible, selon lui, de créer une démocratie saine au sein de la grande ville de Montréal. Encore faut-il lui donner un peu de temps. Il faut pour cela, dit-il, fonder et cultiver des partis politiques bien structurés «qui luttent les uns contre les autres en définissant des programmes». Milner croit que la grande ville de Montréal, si elle se donnait par exemple un mode de scrutin en partie «proportionnel», pourrait, malgré sa taille, aspirer à une démocratie très acceptable. C'est ce qu'il affirmait récemment aux audiences publiques sur la charte des droits des montréalais.

Retombée positive

Sur le plan démocratique, le débat sur les défusions a peut-être eu au moins une bonne retombée, jusqu'à maintenant: que les gens s'intéressent à la politique municipale. La mairesse de l'arrondissement Mont-Royal, la défusionniste Suzanne Caron, soulignait récemment que ce débat à la fois complexe et passionné avait permis à un nombre sans précédent de gens de s'intéresser aux problèmes concrets des villes. «Il n'y a jamais eu autant de monde aux assemblées du Conseil d'arrondissement».

Cela réjouit-il Henry Milner? Après tout, ce dernier plaide justement, dans un livre récent*, pour une amélioration des «compétences civiques» des citoyens, bref l'augmentation de leurs connaissances et l'intensification de leur action citoyenne informée. Il s'inquiète d'ailleurs beaucoup du déclin de ces «compétences civiques», phénomène incarné selon lui par la chute des taux de participation aux élections.

Concernant les défusions, il fait remarquer que «tout débat passionné de ce genre a le mérite d'attirer l'attention sur la politique». De plus, les questions locales, très concrètes, ont des vertus démocratiques. Je lui soumetts la phrase de Tocqueville à ce sujet: «On tire diffi-

«Je ne peux pas encore dire quand [les photos et les vidéos] tomberont dans le domaine public», a déclaré M. Warner en réponse à une question.

«Une chose que je sais sur les scandales, c'est qu'ils se perpétuent jusqu'à ce que le public américain ait le sentiment de savoir tout ce qui s'est passé», a renchéri le sénateur républicain John McCain, un ancien prisonnier au Vietnam sur la chaîne de télévision Fox News.

Tony Blair s'excuse

Ce scandale à grande échelle n'éclabousse pas uniquement les Américains. La tension est aussi montée d'un cran en Grande-Bretagne, des députés réclamant que le gouvernement de Tony Blair publie le rapport que lui avait communiqué en février le Comité international de la Croix-Rouge sur des cas présumés de sévices sur des prisonniers irakiens.

Le premier ministre Tony Blair s'est excusé hier pour les sévices infligés aux prisonniers en Irak par des soldats britanniques avant une «déclaration» aujourd'hui du ministre de la Défense Geoff Hoon, sur fond de pressions pour publier un rapport confidentiel sur le traitement des détenus.

«Nous présentons nos excuses à tous ceux qui ont été maltraités par nos soldats. C'est absolument inacceptable», a déclaré le premier ministre britannique qui était venu à Paris pour la célébration, hier, de la Journée de l'Europe avec le président français Jacques Chirac.

Les députés ont réclamé hier la publication de ce rapport faisant état de mauvais traitements infligés aux prisonniers irakiens dans les prisons de la coalition, «assimilables à des tortures» et érigés en «vaste système».

L'organisation Amnesty International a de son côté révélé hier qu'elle avait informé, voilà plus d'un an, des responsables britanniques sur des sévices commis par les forces de la coalition en Irak, y compris des «systèmes de torture». LONG affirme avoir averti Londres dès mai 2003, faisant même état de la mort d'au moins un prisonnier détenu par les forces britanniques.

Amnesty International a annoncé hier qu'elle publierait demain un nouveau rapport sur la mort de civils irakiens détenus à Bassora, dans le sud du pays, par les forces britanniques et des groupes armés.

lement un homme de lui-même pour l'intéresser à la destinée de tout l'État parce qu'il comprend mal l'influence que la destinée de l'État peut exercer sur son sort», constatait l'auteur de l'essai *De la Démocratie en Amérique*. Mais, poursuivait-il, il faut «faire passer un chemin au bout de son domaine» pour que cet homme se rende compte du «rapport entre cette petite affaire publique et ses plus grandes affaires privées». Ainsi le citoyen dé-couvert, «sans qu'on le lui montre», conclut Tocqueville, «le lien étroit qui unit ici l'intérêt particulier à l'intérêt général». Milner est d'accord et transpose l'idée au débat défusionniste: se demander, à cœur de jour, s'il est mieux qu'une grande ville s'occupe de nos affaires ou qu'une «petite entité municipale» dont on est proche s'en charge, c'est très bien.

Mais ceux qui souhaitent un développement des compétences civiques «ne peuvent compter que sur ce genre de débat ponctuel», dit-il. Et dans son livre, Henri Milner analyse plusieurs méthodes, utilisées notamment dans les pays scandinaves, susceptibles de promouvoir les compétences civiques: subventions aux journaux, activités d'information de la part des partis politiques, mesures de soutien aux médias publics, éducation des adultes et éducation civique.

Au moins, dans le débat sur les défusions, note Milner, le gouvernement aura lancé un bon message en affirmant que les gens doivent être bien informés. Mais encore faut-il, insiste-t-il, que le débat ne tombe pas trop dans «des querelles de personnalités» et les publicités négatives. Pensons à la façon dont, depuis quelques semaines, un personnage comme Robert Libman, ancien chef du Parti égalité et ancien maire de Côte-Saint-Luc, a été traîné dans la boue. Certains membres de la communauté anglophone l'accusent de trahison pour avoir rejoint le camp de la grande ville. Ce négativisme détourne les jeunes de l'action politique, «eux qui ne s'intéressent déjà pas tellement». En tout cas, ça n'aide pas à construire une politique plus informée et ne contribue nullement à développer les «compétences civiques».

*La Compétence civique, Comment les citoyens informés contribuent au bon fonctionnement de la démocratie, Québec, Presses de l'Université Laval, 388 pages. Henry Milner est aussi corédacteur en chef de la revue *Inroads* et enseigne au Collège Vanier.

matériaux de construction qui traînent à droite, à gauche, sur des chantiers de démolition, prêts à être ré-utilisés, mais destinés aux ordures.»

Dans l'air du temps

À l'heure où les dépotoirs débordent, où la construction d'une centrale thermique au gaz dérange pour le moins et où la planète a mal à sa couche d'ozone, les principes de l'architecture verte se présentent comme une évidence. Ou presque. «J'ai téléphoné à tous les démolisseurs de la ville pour qu'ils me tiennent au courant des matériaux recyclables que je pourrais utiliser sur le chantier», souligne Philippe Lupien. Mais personne ne m'a rappelé!

Visiblement, encore un peu de chemin reste à parcourir. «Mais on marche dans la bonne direction», précise l'architecte Stéphane Laflamme. Il y a un an, trois personnes à peine au Québec étaient agréées LEED [le programme agréé aussi les professionnels soucieux de mettre du vert dans leur pratique]. Aujourd'hui, il y en a 18, et chaque gros bureau d'architectes en compte au moins un dans son équipe.»

Et mieux encore, moins de contorsions sont nécessaires pour mettre la main sur les matériaux de construction répondant aux normes de protection de l'environnement, matériaux difficilement accessibles il y a plusieurs années. Quant aux experts en systèmes alternatifs de chauffage, de plomberie ou de climatisation, ils se multiplient eux aussi dans l'univers de la construction. «Et plus l'expertise se développe, souligne M. Laflamme, plus les coûts de construction diminuent.»

À la clef, la facture totale pour les structures vertes est maintenant supérieure de 3 à 5 % seulement par rapport aux constructions qui ne le sont pas. «Ce n'est plus un frein à la propagation de cette façon de faire», dit Philippe Lupien dont le projet de chapiteau a coûté près de 13 millions de dollars tout en étant vert dans le développement durable. D'autant que ce surcoût se récupère vite à l'usage dans les économies que le bâtiment permet de réaliser.»

Un constat qui laisse entrevoir de bien belles années aux architectes, ingénieurs et urbanistes adeptes de la construction responsable, croit M. Laflamme. «Pour le moment, la certification LEED touche les bâtiments neufs et ceux à qui l'on donne une deuxième vie, dit-il. Mais d'autres pans de la construction sont en train d'être visés comme la rénovation intérieure et le secteur résidentiel-ouvrier, par la même occasion, la porte à une petite révolution dans l'univers des maisons unifamiliales qui peuplent nos banlieues, espère l'architecte.

«Ces constructions à l'américaine sont conçues pour avoir une durée de vie de 25 ans, dit-il. Après, c'est le pic des démolisseurs. Ça ne peut plus continuer!»